

## CONTRIBUTION A L'ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE A LA RESTAURATION DU PARC DES SOURCES ET LA RENOVATION DE SES ABORDS

Avant d'entrer dans le détail du projet, la simple lecture de l'intitulé interpelle. Il est question de la « *restauration du Parc des Sources* ». Le terme « *restauration* » indiquerait donc la volonté de reproduire le parc à l'identique, tel qu'il l'était à une période donnée. La mairie indique ainsi vouloir retrouver l'aspect « *romantique et sauvage* » du Parc des Sources. Ici, il s'agit du parc de la fin du XVIIIe siècle et du début du XIXe siècle. D'un autre côté, la mairie évoque « *la reconquête d'un parc romantique et sauvage du XXe siècle* » (p. 21 du permis d'aménager). Ce mélange des genres crée de la confusion. En tout cas, nous ne sommes plus dans la restauration promise. Celle-ci devient un faux alibi pour permettre n'importe quelle largesse dans ce projet d'aménagement. C'est ainsi qu'onze fontaines sont prévues, des lumières dans la végétation, un miroir d'eau...

Cette contribution sera décomposée en plusieurs parties et sous-parties, ce projet d'envergure recouvrant plusieurs aspects : le dossier d'enquête publique dans sa forme, l'aspect environnemental, l'aspect patrimonial.

### **1) Un dossier d'enquête publique incomplet**

Dans un premier temps, nous avons été informés de cette enquête publique via un avis d'enquête publique, publié sur site et dans le journal La Montagne. Outre le fait que l'avis aurait dû être aussi publié dans La Semaine de l'Allier, il comporte une erreur fondamentale qui altère la procédure : le lien d'accès au dossier en ligne est erroné. L'erreur a également été présente sur le site internet de la Ville de Vichy, plusieurs jours après le début de l'enquête publique, avant d'être corrigé. Quant aux publications de l'avis, elles n'ont pas pu être corrigées et n'ont pas fait l'objet d'erratum.

Puis, une fois le dossier de l'enquête publique disponible, les diagnostics phytosanitaires (ONF en 2020 et APE – GECAO en octobre 2022) en sont absents. Il s'agit pourtant de documents majeurs qui fondent l'argumentaire principal de la mairie quant à l'abattage des arbres. Eu égard à l'interprétation très discutable de la mairie au sujet des données présentées dans les diagnostics, les citoyens sont en droit de pouvoir se faire leur propre avis. Cette démarche insincère fausse inévitablement la perception que l'on peut avoir du projet.

La délibération de la mairie concernant l'avant-projet définitif fait partie du dossier, s'agissant de la plus récente délibération. Or, l'avant-projet définitif faisait notamment part de l'abattage de 506 à 547 arbres. Jamais le Conseil municipal n'a été amené à voter la plus récente mouture du projet avec un abattage réduit, seul un rapport d'information succinct leur a été présenté le 5 décembre dernier. Quoi qu'il en soit, l'avant-projet définitif (APD), initial ou corrigé, est absent du dossier d'enquête publique mais l'avant-projet (AVP), encore antérieur, est présent, ce qui semble être une erreur, une de plus. Il est donc parfaitement compréhensible que beaucoup de gens pensent encore que plus de 500 arbres soient concernés par les abattages.

Par ailleurs, le permis d'aménager comporte des coquilles et autres oublis, comme en pages 43 et suivantes où le planning et le phasage des travaux n'ont pas été mis à jour.

Dans ces conditions, l'enquête publique devrait être annulée et refaite en bonne et due forme.

## **II) Un désastre écologique à l'heure du dérèglement climatique**

### **a. Un îlot de fraîcheur inestimable**

A Vichy, nous avons la chance de bénéficier d'un îlot de fraîcheur et de son ombre bienfaisante, en plein coeur du centre-ville. En ces temps où les canicules se succèdent de plus en plus, année après année, qu'il est agréable de pouvoir déambuler sous nos multiples platanes et autres marronniers, entourés par le chant des oiseaux. Concrètement, les températures mesurables dans le parc sont inférieures, de plusieurs degrés, en comparaison à celles qui sont mesurables sur le trottoir opposé de la rue Wilson ou sur le parvis du centre commercial Les 4 Chemins, pour ne citer que 2 exemples proches du parc.

### **b. L'absurdité de l'abattage massif suivi d'un replantage**

Malheureusement, le maire de Vichy compte nous priver de notre poumon vert, par une politique d'abattage et replantage. D'après le dernier planning de chantier en date, publié dans le permis d'aménager, 180 arbres, âgés de plus de 50 ans pour la plupart, seront abattus en l'espace de quelques semaines, contrairement à l'étalement sur 3 ans annoncé médiatiquement et auprès des élus municipaux.

Les arbres replantés, bien que supérieurs en quantité, du moins dans l'immédiat, ne pourront pas égaler nos vieux arbres en termes d'ombre, de fraîcheur, de robustesse et de services écosystémiques rendus. En effet, les nouvelles plantations devraient épouser les 8 à 9 mètres de hauteur. Logiquement, elles auront bien moins de feuilles que les arbres d'aujourd'hui. Moins de hauteur et moins de feuilles signifient moins d'ombre, ce pour plusieurs décennies. C'est ce que rappelle sans cesse Thomas Brail, arboriste-grimpeur et fondateur du Groupe National de Surveillance des Arbres (GNSA) : lorsqu'il est venu à Vichy début février (cf vidéo sur la politique d'abattage-replantage sur la page Facebook du GNSA Vichy Co et son interview récente à France 3 Auvergne). Par conséquent, nous perdons tout ce qui fait l'intérêt d'un poumon vert, à rebours des réalités estivales et, plus largement, du dérèglement climatique en cours.

Dans cette absurdité, une partie du parc est même condamnée par ce projet : la partie la plus proche de l'Opéra de Vichy sur sa partie frontale. L'objectif affiché par la mairie est de « *dégager la vue* » sur ce monument, en abattant les deux premières rangées de marronniers, élargissant de ce fait l'allée centrale, les replantages ayant lieu plus loin sur la largeur. Il n'est ici nullement tenu compte de l'îlot de chaleur engendré. Au Jardin des Tuileries, à Paris, un élargissement similaire a été effectué. Les passants ont alors déserté l'allée centrale pour se réfugier sous les arbres. Aujourd'hui la mairie de Paris revient en arrière en replantant des arbres pour resserrer cette allée. Nous devrions nous inspirer des leçons apprises ailleurs, plutôt que de répéter les mêmes erreurs.

Quant à la solidité des nouvelles plantations, elles doivent être questionnées au regard des épisodes quasi annuels de sécheresse ainsi que des catastrophes climatiques de plus en plus récurrentes. Monsieur le Maire de Vichy, sur les ondes de France Bleu Pays d'Auvergne, s'est inquiété pour la sécurité des enfants qui arpentent le parc actuellement. Il devrait l'être d'autant plus à la lecture de son propre projet. Il est allé encore plus loin au micro de France 3 Auvergne en ce mois de mai 2023, en annonçant que le parc s'effondrerait sur lui-même. Le parc ne se situe pourtant pas dans une zone sismique. Les arbres bénéficient même d'une double protection : leur implantation racinaire et le bâti qui les entoure. Rappelons que les arbres actuels ont su résister aux vents violents

de fin juillet 2019, contrairement à bien d'autres dans la ville, ainsi qu'à la catastrophe du 4 juin 2022, celle-là même qui a décimé le patrimoine immobilier et des centaines de véhicules. Pourtant, après la catastrophe de 2019, M. le maire n'a pas proposé d'abattre les arbres du bord d'Allier particulièrement touchés, malgré le niveau touristique très important du lieu. Afin de lui éviter une crise de panique, évitons de lui parler des risques encourus par la voirie (les exemples de nids de poule non recouverts depuis des mois voire des années existent) ou encore le mobilier urbain usé et non rénové. Outre cette dernière boutade, l'aspect sécuritaire n'est donc qu'un faux alibi servant à mettre en place un projet grandiloquent.

L'implantation racinaire très réduite de ces nouvelles plantations les rend vulnérables à ce type de catastrophes. Alors que les études scientifiques convergent pour affirmer la plus grande capacité de résistance d'un arbre mature par rapport à un jeune arbre, la mairie ose affirmer que les arbres matures sont « *des sujets aux capacités de réaction et d'adaptation plus limitées que les jeunes sujets* » (p. 19 du permis d'aménager). Une telle affirmation décrédibilise le maître d'ouvrage dans ses intentions d'abattage.

Lorsque l'on pense au dérèglement climatique, on pense aux épisodes de sécheresse, évoqués plus haut. Qui dit sécheresse dit nappes phréatiques en souffrance. La préfecture est alors amenée à publier des arrêtés de restrictions d'eau. Or, dans le dossier de consultation des entreprises mis en ligne à l'occasion de l'appel d'offres, nous apprenons que chaque arbre nouveau nécessitera au moins 1 200 L. d'eau par an, hors épisode de sécheresse. Là encore, ce projet montre sa déconnexion totale avec les enjeux de notre siècle. Il n'est donc nulle restauration et nul parc du XXI<sup>e</sup> siècle en vue.

#### c. La maladie des arbres, argument éculé partout et injustifié en l'espèce

Les diagnostics phytosanitaires sont très clairs sur la bonne santé globale du Parc des Sources. Ces diagnostics, diligentés par la mairie, ont été réalisés par l'Office Nationale des Forêts (ONF) en 2020 et par le groupement APE – GECAO en octobre 2022.

L'ONF affirme ainsi que « *93 % des arbres sont dans un état physiologique correct* » (p. 14). 13 arbres sont identifiés comme étant dangereux. La mairie les a abattus en 2020 et 2021 (p. 19 du permis d'aménager). Pour le groupement APE – GECAO, « *la grande majorité du patrimoine arboré [...] présente un état phytosanitaire satisfaisant en pleine période de végétation lors de [leur] passage sur le terrain en août 2022 (98 %)*. Une autre vingtaine d'arbres, identifiés comme étant dangereux pour la plupart, ont été abattus à l'automne 2022.

Parmi les arbres du parc, plusieurs d'entre eux sont bel et bien malades ou / et présentent des défauts mécaniques, il ne s'agit pas de le nier. Néanmoins, un arbre malade n'est pas forcément à abattre, de la même façon qu'un être humain enrhumé ne sera pas euthanasié. Les diagnostics s'efforcent ainsi d'identifier les maladies et de proposer des solutions à la commune. Parmi elles, on peut retrouver des conseils d'entretien, des recommandations pour éviter que l'espérance de vie de ce patrimoine arboré chute. Les points d'alerte sont, entre autres, les travaux et la circulation à proximité directe des arbres. Or le projet de la mairie prévoit des travaux d'aménagement conséquents, susceptibles d'altérer considérablement leur espérance de vie.

Malgré ces constats, la mairie se borne à transformer les données, ces mêmes données qui ne sont pas incluses dans le dossier de la présente enquête publique, afin de maintenir son néfaste projet en l'état.

Les arbres les plus dangereux ayant d'ores et déjà été abattus, le renouvellement classique des arbres du parc, dans le cadre de son entretien par la mairie, suffirait à abattre ceux qui apparaissent comme étant les plus dangereux, au fur et à mesure, sans abattage massif. Le groupement APE – GECAO propose une anticipation qui n'est pas nécessaire, ces arbres ne présentant aucun danger particulier aujourd'hui. D'ailleurs, la conclusion de leur diagnostic semble à rebours des constats effectués de prime abord, rappelés précédemment, ainsi que des recommandations faites au maître d'ouvrage.

Par ailleurs, aucune étude de l'espérance de maintien de vie des arbres menacés d'abattage, avec une projection de 20 à 30 ans, n'a été menée. Une telle étude permettrait un ciblage plus fin

De plus, la mairie assume l'abattage de 83 arbres sains (lire 100 % sains, sans aucun défaut mécanique ni la moindre once de petite maladie) pour les besoins du projet, ce qui est proprement inacceptable. Le projet d'aménagement doit être revu substantiellement, afin de faire correspondre les besoins réels du parc avec les enjeux écologiques.

d. Les avis de la MRAE et du CNPN, révélateurs d'un projet à revoir

Ces avis sont éloquentes. Ils demandent tous les 2 davantage de précisions, de justifications à un dossier incomplet.

Le CNPN va plus loin en rendant un avis défavorable au projet, sur la demande de dérogation au titre de la destruction d'espèces protégées et d'habitats d'espèces protégées. Elle souligne un tryptique Eviter, Réduire, Compenser incompris par la mairie de Vichy et le manque de recherche de solutions alternatives au projet qui lui a été présenté.

La mairie de Vichy, dans son mémoire-réponse, affirme son intention de ne pas modifier les grandes lignes du projet. Seuls de menues modifications sont effectuées : ajout de nichoirs par exemple. Le maître d'ouvrage esquivé les demandes du CNPN en expliquant que le projet a déjà eu plusieurs moutures, dont la première qui prévoyait de raser tout le parc et de repartir d'une feuille blanche (l'horreur absolue). Cependant, le CNPN a rendu son avis sur le projet qui lui a été présenté et attend donc des justifications et, le cas échéant, des modifications au projet.

Concrètement, le parc dénombre 34 espèces protégées. La mairie cherche à minimiser l'ampleur des dégâts par un calcul de probabilité de rencontrer telle ou telle espèce. Pour les autres, il est envisagé qu'elles iront vivre dans un des parcs des bords d'Allier. Ce raisonnement est incomplet, dans la mesure où l'impact sur le cycle prédateur – proie n'est pas mesuré, ainsi que les autres impacts écosystémiques. Même en minimisant l'impact des travaux, la mairie reconnaît 2 espèces à enjeu fort : le Verdier d'Europe et le Choucas des Tours.

Une espèce végétale ou animale, qui plus est protégée, ne se traite pas comme du mobilier, que l'on peut déplacer ou retirer à sa guise. Or, la Ville de Vichy nous explique que les oiseaux impactés iront dans d'autres parcs (parc Napoléon III par exemple), au bord de l'Allier. Puis que se passera-t-il ? L'impact n'est pas mesuré, notamment sur le cycle prédateur – proie et la propagation des maladies entre individus.

Sur l'utilisation de lumières artificielles, la mairie se borne à répondre que l'intensité est modulable, sans préciser aux autorités environnementales un plan détaillé afin de limiter la perturbation des espèces animales. L'inclusion de lumières au droit même de la végétation ne devrait pas être permis, tout cela pour une simple perspective artistique. Les scientifiques ont démontré l'impact de la pollution lumineuse sur certaines espèces : les lumières artificielles les empêchent de

rendre leurs services (empêchement de propagation de certaines proies invasives, par exemple. Ces lumières complémentaires ne peuvent être considérées comme l'un des facteurs de restauration, celles-ci étant absentes fin XVIIIe – début XIXe siècle. De plus, elles sont potentiellement nuisibles au vivant. Elles doivent donc être abandonnées.

e. L'eau, grande absente du dossier

Évacuons, si je puis dire, le sujet des eaux pluviales. Il faut admettre que celui-ci semble avoir été particulièrement bien travaillé dans un souci d'optimisation, afin de limiter les stagnations, favoriser l'infiltration. Je ne saurais me prononcer plus loin sur l'aspect technique.

Le reste, en revanche, souffre d'une absence remarquée. En outre, la source des arrosages est rapidement évoquée aux pages 57 et 103 du permis d'aménager :

p. 57 : *« A noter que le captage des Garets permet actuellement l'arrosage du Parc des Sources. »*

p. 103 : *« D'un point de vue quantitatif, les réseaux d'arrosage seront repris dans le cadre des travaux. Grâce au travail réalisé sur les sols du parc puis grâce au choix d'essence faiblement consommatrices, le projet permettra une baisse du besoin en eau et donc des prélèvements au droit du captage des Garrets. »*

Le captage des Garêts est un réservoir d'eau potable censé uniquement couvrir les besoins sanitaires des thermes, d'après un arrêté préfectoral du 30 juin 2016, explicité en p. 57 du permis d'aménager. Cet arrêté proscrit toute autre utilisation. Or, il est écrit noir sur blanc que ce captage sert à l'arrosage du parc actuellement.

Après une recherche pour mieux comprendre comment une autre utilisation a été rendue possible (absence d'explication dans le permis d'aménager), j'en trouve la raison dans une délibération du Conseil municipal de Vichy du 4 avril 2022 qui porte approbation de la Convention relative à la mise à disposition de l'eau issue du réservoir « Les Garêts » pour l'arrosage des massifs fleuris du Parc des Sources. Cette convention ne respecterait donc pas l'arrêté de 2016. Mis face à cette contradiction, le maire de Vichy répond, en p. 14 :

*« Si l'Etat estime de son côté que cette convention est superfétatoire, la convention tombera de facto. »*

*« [...] le contrôle de légalité, in fine, nous le fera savoir. »*

Ces déclarations sont ahurissantes lorsque l'on connaît la situation de sous-effectifs dans laquelle se trouvent les services de contrôle de légalité dans les préfectures. Le maire en est bien entendu conscient. Pour traduire ses paroles, il s'agit ni plus ni moins de tenter un coup de poker en envoyant à la préfecture une convention manifestement irrégulière. Les mois se sont écoulés et le contrôle de légalité n'a rien redit à la mairie. Il n'empêche que l'arrêté de 2016 est encore en vigueur.

Surtout, eu égard aux nouvelles plantations, la consommation d'eau potable (1 200 L d'eau par an par nouvel arbre planté, sans compter les autres massifs en strate basse) pour l'arrosage ne sera pas négligeable. Ce n'est pas raisonnable en ces temps où les arrêtés de restriction s'enchaînent année après année, dus aux épisodes de sécheresses.

Dans l'annexe 6 du PLU de la Ville de Vichy, nous apprenons que ce réservoir a une capacité de 12 000 m<sup>3</sup>. Là encore, le dossier est particulièrement muet sur l'impact d'une telle consommation sur les nappes et le réservoir concernés.

En prenant connaissance de la convention citée ci-dessus, je pensais naïvement que les arbres n'étaient pas concernés mais uniquement le décorum fleuri, comme le titre semblait l'indiquer. Or les affirmations contenues dans le permis d'aménager sont assez claires. Si une nouvelle enquête publique voit le jour, elle devrait intégrer ces éléments. A défaut, le permis d'aménager ne peut être émis en l'état.

Les onze fontaines envisagées sont un non-sens. Quelle en sera la source ? Quels coûts représenteront les frais d'entretien ? Une telle débauche affichée de la ressource en eau est un très mauvais signal envoyé, idem pour le miroir d'eau. Ces installations sont proprement inutiles.

L'eau, enjeu vital de ce siècle, doit prédominer tout le reste dans le cadre de projets de cette ampleur. Vichy, ville d'eau par excellence, auto-proclamée Reine des villes d'eaux, dont le domaine thermal est inscrit au Patrimoine mondial de l'Unesco, ne peut pas faire l'impasse sur ces problématiques.

### **III) Une atteinte au patrimoine**

Le Parc des Sources, classé Monument Historique depuis 1994, est aujourd'hui un Site Patrimonial Remarquable (SPR) à Vichy et fait partie du périmètre labellisé patrimoine mondial de l'Unesco.

- Le règlement de l'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP), devenue site patrimonial remarquable (SPR) semble être un document qui a fondé la candidature UNESCO. En effet, sur la page Ressources documentaires du site Vichy Patrimoine Mondial (<https://www.vichy-patrimoine-mondial.com/ressources/>), la carte n° 4 fait apparaître le Parc des Sources comme étant un SPR.
- En p. 57 de ce règlement, il est rappelé que le Parc des Sources, en tant que site classé, "*ne peut être détruit ou modifié dans [son] état ou [son] aspect, sauf autorisation spéciale*", sur le fondement de l'art. L 341-10 du Code de l'environnement. Or le présent projet rentre dans ce cadre.
- P. 57 : "*Aucune construction nouvelle ne pourra être autorisée*", sauf exceptions précises. Or le projet prévoit notamment 11 fontaines éclairées, un ouvrage "*résurgence*", la reproduction en pierres du ruisseau des Rozières, le miroir d'eau etc.
- P. 57 : "*Le renouvellement des plantations respectera la figure générale et le système de composition actuel de l'ensemble constitué.*" Or de nouvelles essences sont prévues. De plus la figure générale du parc ne semble pas respectée car les allées de marronniers les plus proches de l'Opéra seront retirées afin de "*dégager la vue*" sur ce monument.
- P. 57 et 58 : "*La végétation d'arbres de haute tige ne pourra être abattue, sauf pour renouvellement sanitaire coordonné, dans le cadre d'une rénovation globale ou dans des cas particuliers justifiés par des impératifs majeurs. Les essences seront replantées dans les mêmes emprises à plus ou moins 2 mètres.*" D'une part, comme cela a été démontré ci-dessus, il ne s'agit ni d'un renouvellement sanitaire ni d'un projet relevant des cas impératifs majeurs : c'est un projet d'aménagement qui utilise les arbres comme alibi.

D'autre part, les plans montrent que l'obligation relative aux emprises ne sera pas respectée (par exemple, les premières allées de marronniers qui font face à l'Opéra).

La mairie, dans son plan local d'urbanisme (PLU), réitère l'importance des alignements d'arbres, protégés par ailleurs par l'art. L 350-3 du Code de l'Environnement. Le Parc des Sources est principalement constitué de tels alignements.

P. 65 du PLU : *« Très présents visuellement, ces alignements sont un atout paysager évident, dans la mesure où ils introduisent le végétal dans un univers densément bâti, donc minéral. Les arbres de belle hauteur permettent également de rompre l'effet de grande hauteur de certains bâtiments ou leur longueur (cas des bâtiments d'habitat collectif de l'allée des Ailes). Notons qu'ils présentent enfin un intérêt bioclimatique. »*

Le projet de la mairie vient à l'encontre de ces constats, à fortiori car le Parc des Sources est entouré de bâtiments assez hauts et principalement composé d'arbres de hauteur significative. Un abattage massif suivi d'un replantage de jeunes arbres viendra donc défigurer le parc. Il s'agit d'une atteinte forte à notre patrimoine.

En 2021, le domaine thermal de Vichy entre au Patrimoine Mondial de l'Unesco. Le Parc des Sources est inclus dans ce périmètre. Ce label a donc été accordé d'après un dossier de candidature composé, notamment, du Parc des Sources dans son état actuel. Le site internet de la candidature pour la labellisation Unesco fait état d'une carte mentionnant très clairement le Parc des Sources comme étant un Site Patrimonial Remarquable. A ce titre, un projet de cette ampleur ne semble pas conforme aux raisons qui ont précédé l'attribution du label. L'avis de l'Unesco devrait être requis à minima.

#### **IV) Une communication agressive et trompeuse de la mairie**

Depuis la polémique suscitée par notre première pétition (plus de 17 000 signatures sur mesopinions.com), la mairie a communiqué sur les réseaux sociaux à grand renfort de publications sponsorisées, jusqu'à aujourd'hui. En effet, en marge du Conseil municipal du 5 décembre 2022, les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Instagram) de la ville et de Monsieur le Maire de Vichy, Frédéric Aguilera, ont simultanément produit une infographie présentant des chiffres contestables. Il est question d'un état des lieux de 627 arbres actuellement, alors que l'avant-projet définitif en dénombrait 752 (p. 30), la MRAE 720, le diagnostic phytosanitaire de l'ONF 657 et celui d'APE – GECAO 748. Cette différence permet de présenter des données à l'apparence plus positive, telles que les "71 % des arbres conservés". Cette donnée nous semble d'autant plus faussée qu'elle ne tient pas non plus compte de la "quinzaine d'arbres" abattus par an "jusqu'en 2037" (cf avis MRAE, p. 10).

Concernant les arbres replantés, c'est une donnée purement quantitative qui ne rend pas compte de la différence de maturité entre les nouveaux arbres et les anciens. Le cœur du sujet est ainsi écarté, permettant là encore de donner une dimension positive mensongère du projet.

Lorsque nous souhaitons apporter nos arguments via les pages Facebook de la mairie et du maire de Vichy, soit le maire bloque l'accès de notre page à la sienne soit la page de la mairie bloque soudainement la possibilité de commenter pour les autres pages.

Lors des vœux du maire 2023 et à d'autres occasions, les opposants à ce projet sont qualifiés de menteurs. Or nous nous basons systématiquement sur des faits, avec comme objectif la protection des arbres.

Dans le magazine de propagande C'est à Vichy, distribué à tous les habitants, le dossier du Parc des Sources a fait les gros titres plusieurs fois en quelques mois, ainsi que des affiches publicitaires placardées dans la ville.

Du côté des opposants, nous n'avons pas ces moyens de communication très importants.

Par conséquent, je souhaiterais que cette enquête publique soit relancée avec, en amont, un dialogue environnemental digne de ce nom. Les citoyennes et les citoyens méritent de pouvoir se faire leur avis en toute intelligence, grâce à un respect du contradictoire qui grandirait le maître d'ouvrage.

#### **V) Les points positifs**

Tout n'est pas à jeter dans ce projet, ce n'est pas notre point de vue. La désimperméabilisation envisagée, supérieure à aujourd'hui, est un objectif à souligner. Cela dit, encore une fois la mairie insiste sur la quantité et non sur la pertinence ciblée des surfaces imperméabilisées, ce qui est pourtant l'enjeu principal, notamment aux alentours des arbres. J'invite la mairie à prendre exemple sur ses propres réalisations place de la Poste.

Dans une carte annexée au permis d'aménager, il est question de piétonniser plusieurs rues du centre-ville. Cela va dans le bon sens, l'objectif annoncé étant de favoriser les déplacements doux. Vichy est une ville à taille humaine et, effectivement, a une dimension pertinente pour favoriser ces modes de déplacement. Si ce projet a ses avantages, il devra se concilier à une politique volontariste sur les différents modes de déplacement. Or, actuellement, le réseau Mobivie souffre de profonds défauts (desserte, fréquence, horaires non réalistes, circulation non facilitée (pont Jacques Chirac par exemple). Quant aux stations Vivélo, elles sont adaptées pour les touristes mais pas pour ses habitants. Des places de stationnement et des parkings ont été créés ou sont en projet, des infrastructures qui, couplées avec les défauts cités précédemment, favorisent l'utilisation de la voiture. Néanmoins, la piétonnisation sera positive pour le centre-ville (passants, commerces, pollution) et en particulier pour le parc. Une diminution du bruit va dans le sens du « *parc thérapeutique* » que représente le Parc des Sources, ainsi que pour sa biodiversité qui gagnera en tranquillité.

L'inclusion des strates basses favorisera l'émergence d'une biodiversité plus importante. Cette végétalisation va également dans le sens du « *parc thérapeutique* » et répond à des enjeux écologiques. Cependant, j'espère que les espèces introduites seront les moins gourmandes possibles en eau. Comme détaillé précédemment, l'utilisation du réservoir des Garets, proscrite par un arrêté préfectoral de 2016 pour les arrosages, devra être annulée si ces nouvelles plantations sont concernées. Je ne peux que remarquer les contradictions du projet entre, d'un côté, un abattage massif d'arbres envers et contre tout et, de l'autre, une végétalisation intéressante du parc.

#### **VI) Vers une rénovation positive et utile**

Depuis des mois, nous sommes force de proposition et avons même adressé à Monsieur le maire un courrier de contre-proposition, resté lettre morte. Comme nous l'avons dit à de multiples reprises, nous ne sommes pas contre une rénovation du parc... mais dans le respect du vivant.

Les sols en dalle bétonnée ont fait leur temps, ne sont pas du tout pratiques pour se promener, encore moins pour les personnes à mobilité réduite. L'objectif serait de désimperméabiliser autour



des arbres donc de retirer les dalles, par des moyens qui n'altèrent pas la structure racinaire des arbres et ne les blessent en aucune façon. Ce qui a été fait place de La Poste pourrait servir de modèle, avec une végétalisation et un entretien limité, ce qui favorise le maintien de la biodiversité et instaure un cycle écosystémique vertueux. Cette désimperméabilisation représenterait ainsi un périmètre de sécurité autour des arbres (moins de circulation à leurs pieds). Ceci est d'autant plus envisageable avec les arbres à haute tige matures que leur amplitude permet de bénéficier de leur ombre bienfaisante, même à plusieurs mètres de leurs pieds.

Bien entendu, les arbres seraient conservés, tout en assurant un renouvellement continu, au fil de l'eau, en diagnostiquant régulièrement le parc par des spécialistes indépendants. Ce travail permettra d'abattre uniquement les arbres les plus proches de la fin de vie et les plus dangereux (pour le reste du parc car porteurs de certaines maladies ou d'un point de vue mécanique). Les derniers diagnostics montrent bien que les arbres qui sont dans ce cas sont entre 10 et 20 chaque année. L'autre avantage de ce renouvellement continu, qui fait déjà partie de la politique de la Ville depuis 2020, est de permettre une diversité d'arbres en ce qui concerne leurs tailles et leurs âges. Les spécialistes s'accordent pour dire que c'est positif pour un parc urbain.

Plus de 30 millions d'euros d'argent public sont dans la balance : ville, région, Etat, Europe... Ce sont nos impôts qui financeront ce projet. Ces quelques propositions, couplées à l'abandon de l'abattage massif, des fontaines et du miroir d'eau, permettraient une économie substantielle. Nos collectivités, en particulier les mairies, étant de plus en plus asphyxiées par l'Etat, l'impact d'une telle modification mérite d'être mesuré. Cela serait en tout cas vertueux sur la perception du public concernant l'utilisation de leurs impôts.

## **VII) Nos soutiens**

J'écris ici en tant qu'adhérent du Groupe National de Surveillance des Arbres (GNSA) et membre du groupe local GNSA Vichy Co. Le GNSA est une association loi 1901 qui comporte des spécialistes des arbres, Thomas Brail en tête, son fondateur.

L'association A.R.B.R.E.S. nous soutient, ainsi que France Nature Environnement Allier.

D'éminents spécialistes se sont prononcés contre ce que nous nommons un massacre, tels que David Happe, Francis Hallé.

Plusieurs formations politiques nous soutiennent également.

Hormis les personnalités et organisations, plus de 17 500 personnes, des quatre coins du monde, ont signé notre première pétition sur le site mesopinions.com. Notre seconde pétition, actualisée par rapport à la précédente et davantage ciblée localement, a recueilli des centaines de signatures papier et internet (sauvons.org).

Comme nous l'avons constaté, les autorités indépendantes ne s'y sont pas trompées et ont émis des réserves, en particulier le CNPN et son avis clairement défavorable.

La quantité et la qualité de ces soutiens sont une marque de sérieux du travail que nous avons produit sur ce dossier et nous demandons du respect à cet égard, ainsi qu'une prise en considération effective de nos remarques de la part du maître d'ouvrage.

Julien Lachèze  
Membre du GNSA Vichy Co



## CONTRIBUTION A L'ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE A LA RESTAURATION DU PARC DES SOURCES ET LA RENOVATION DE SES ABORDS

### Complément

- Sur l'intérêt public majeur : afin de pouvoir déroger à l'art. L 411-1 du Code de l'Environnement (destruction d'espèces protégées et destruction d'habitats d'espèces protégées), la mairie doit justifier d'un intérêt public majeur. En p. 119 du permis d'aménager, il est affirmé cet argument :

*« un bénéfice pour l'économie de la commune avec un effet vitrine du parc considéré comme « the place to be » et qui est beaucoup moins apprécié en raison de son côté « vieillissant ». Il n'est nulle part démontré dans le dossier que la fréquentation du parc des Sources a diminué et, si jamais elle a diminué, que ce serait du fait de son côté prétendument vieillissant. De même, les répercussions directes sur la fréquentation des commerces, rue Wilson en particulier, ne sont pas davantage évaluées. Il s'agit donc d'une affirmation sans réel fondement.*

Un autre argument est avancé :

*« un bénéfice au titre de la sécurité/santé publique par un abattage et un renouvellement des sujets ligneux en mauvais état sanitaire »*

Comme démontré dans ma contribution principale, entre autres, le mauvais état sanitaire a été apprécié avec beaucoup de largesse et 83 arbres en parfaite santé seront abattus.

Par conséquent, l'intérêt public majeur n'étant pas démontré, la dérogation ne sera, je l'espère, pas accordée.

- Sur l'argument des nuisances des étourneaux : c'est un argument souvent utilisé par certains riverains et commerçants exerçant autour du parc, s'agissant des cris et des fientes. Or, d'autres nuisances autrement moins naturelles viendront s'ajouter : les travaux. Ce sera du bruit, de la poussière, de la pollution (circulation accrue de camions) pendant les prochaines années. La fréquentation du parc et des commerces autour en sera diminuée, les gens préférant logiquement se promener à des endroits plus paisibles. De plus, la mairie réfléchit d'ores et déjà à faire intervenir un fauconnier, la méthode brutale de l'effarouchement ayant prouvé son inefficacité ces dernières années. Thomas Brail a également proposé, lors de sa venue à Vichy, que les services municipaux valorisent les fientes en bio-déchets. Il a également rappelé que les étourneaux sont en déclin et que lorsque nous ne verrons plus d'oiseaux, il faudra vraiment s'inquiéter pour notre survie en tant qu'espèce. Expliquons également que si certaines espèces viennent s'abriter dans les parcs urbains, c'est parce que les conditions de vie en milieu rural ne sont plus réunies : par exemple, l'utilisation des pesticides de synthèse détruit la terre et le vivant, privant les oiseaux d'énormément de proies. Les arbres et les animaux ne sont la propriété de personne. Êtres humains, espèces animales et végétales doivent parvenir à cohabiter, c'est fondamental. Le projet actuel est une illustration de la prédation de l'homme sur la terre et les autres êtres vivants. Bifurquons vers une logique de protection et non de simple préservation.



## **Le bon état sanitaire du parc des sources**

Par Vichy Climat Environnement  
Co-fondateurs : Jean-Louis Gaby et Isabelle Filatov  
15 mai 2023

Le collectif Vichy Climat Environnement rassemble des citoyens de Vichy agglomération mobilisés pour l'eau, le climat et l'environnement. Nous souhaiterions transmettre à M. l'Enquêteur Public les remarques suivantes.

Le projet a, dès ses débuts et par ses documents d'Enquête Publique, été présenté comme répondant à des objectifs de protection de la population contre les risques posés par un parc vieillissant, composé d'arbres susceptibles de mettre en danger le public :

- 1 - Selon un document de projet, cité et paraphrasé en page 12 de l'Avis de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale, "seuls 8% des arbres présenteraient un bon état sanitaire"... Ce qui veut dire que 92% des arbres seraient malades et/ou dangereux...
- 2 - "Les dégâts irrémédiables sur les arbres contraignent à renouveler le patrimoine arboré du Parc des Sources" (Permis d'aménager, p. 119)
- 3 - « Mandatés par la commune en 2020, les experts arboristes de l'ONF signalent l'existence d'un patrimoine arboré mature, aux capacités d'adaptation limitées, **en état physiologique moyen ou mauvais (83%)** » (Permis d'aménager, p. 120)
- 4 - « Tout le monde se souvient de l'arbre qui était tombé sur un banc. » (Le Maire de Vichy, reportage de FR3, 12 mai 2023)
- 5 - Je vous encourage à faire la visite avec les services spécialisés pour vous rendre compte que plus de 50 % des arbres, dont les marronniers et les platanes, sont malades. » (PV du Conseil Municipal du 26 septembre 2022, p. 17)

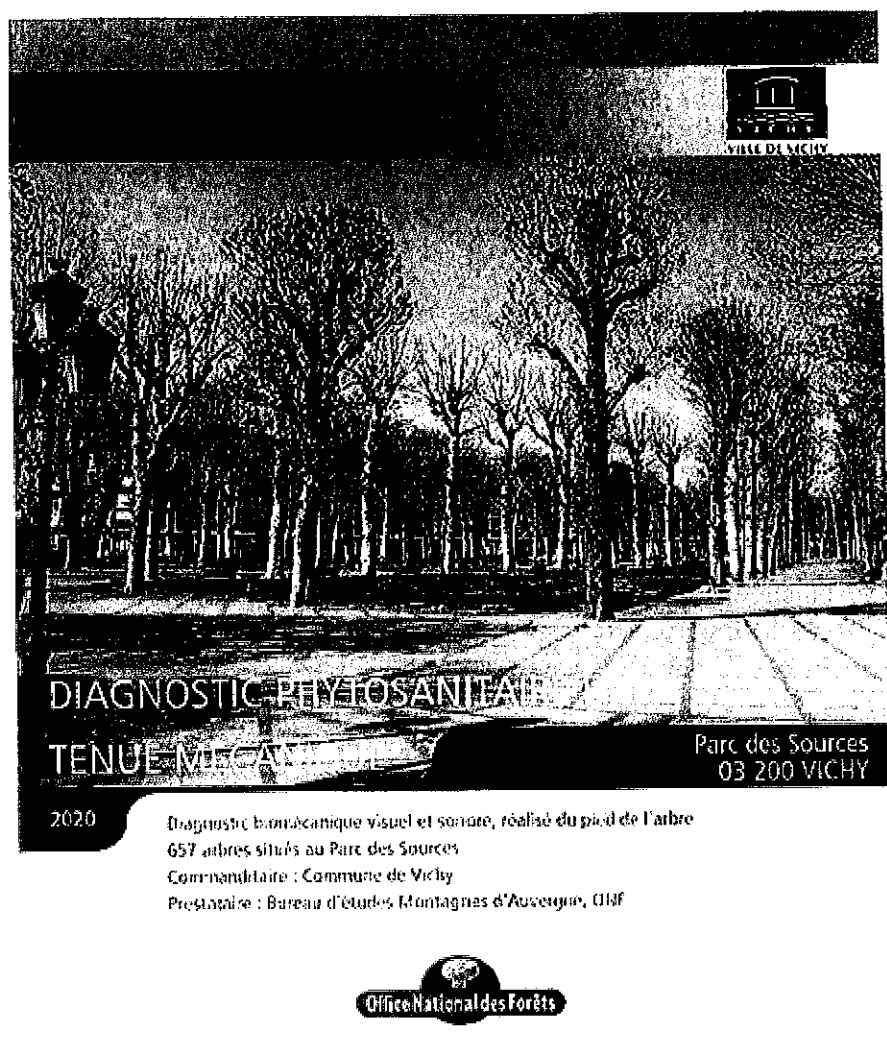
**Or, c'est exactement le contraire qui ressort des expertises phytosanitaires produites par la Mairie, et malheureusement absentes du dossier d'enquête publique.**

L'état sanitaire des arbres apparaît alors comme un faux prétexte à de nombreux abattages.

Passons en revue chacune de ces expertises.

### **I - L'expertise de l'ONF**

Une première expertise de l'ONF a été effectuée en mars 2020. Elle indique que 93% des arbres sont dans un état bon ou normal ("moyen").



Couverture du rapport ONF, 2020

D'après l'ONF, un état satisfaisant ou moyen signifie qu'il n'y a ni bois mort, ni trouée dans la couronne, ni signe de dépérissement. La différence entre "moyen" et "satisfaisant" est la quantité de feuillage. Quatre-vingt-treize pour cent des arbres sont dans ce cas de figure:

Il ressort du traitement de ces données les éléments suivants :

- fonctionnement physiologique correct : arbres classés dans les catégories «Satisfaisant» et «Moyen», 612, soit 93% du total des arbres (les 5 restants étant 4 souches et un absent) ;

Extrait du rapport ONF, 2020, page 7

Le rapport précise également que « Les observations ont montré que les défauts mécaniques [des platanes, qui forment 50% du parc] étaient souvent peu graves sur ce parc ». (p. 14)

Et en conclusion:

Le patrimoine arboré diagnostiqué est composé de 657 sujets essentiellement adultes, laissés en port libre. L'état sanitaire de ce patrimoine est globalement bon ; 93% des arbres diagnostiqués sont dans un état physiologique correct. Ceci s'explique par le suivi et les interventions régulières réalisés par le gestionnaire, les arbres les plus déficients sur le plan physiologique et mécanique étant régulièrement supprimés.

Extrait du rapport ONF, 2020, page 14

Seuls 13 arbres étaient dans un état justifiant leur abattage, et à part ceux-là, aucun autre abattage n'était préconisé dans les cinq prochaines années ! Les treize arbres malades ayant été abattus depuis, on peut donc en conclure qu'à ce jour, **100% des arbres du parc sont sains.**

Cette expertise contredit donc formellement les dires de la Mairie et de nombreuses pages du permis d'aménager.

## **II - L'expertise d'APE (Arbres, Paysage, Environnement)**

Une deuxième expertise a été conduite en août 2022. Elle rejoint les observations du précédent rapport: 98% des arbres seraient dans un état satisfaisant.



Cabinet de conseil et de gestion  
en arboriculture d'entretien

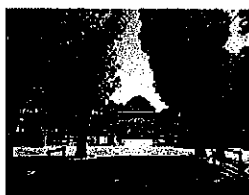


GECOA  
Généraliste des Espaces Verts de la Région de l'Allier

Ville de Vichy  
Direction des Espaces Verts

Inventaire, diagnostic  
et préconisations de gestion  
du patrimoine arboré

Parc des Sources



21 octobre 2022

Société : APE - 3 rue Jean Gallois - 47000 Cognac - Téléphone : 01 64 97 15 35 - Site : [www.apecognac.fr](http://www.apecognac.fr)  
GECOA - 35, rue des Charrières - 78000 Versailles - Téléphone : 01 30 21 81 02  
MA : carte professionnelle - Site : [www.projets-projets.com](http://www.projets-projets.com) - Téléphone : 01 30 21 81 02 - N° 17 17 1

Couverture du rapport APE-GECAO, octobre 2022

Extrait:

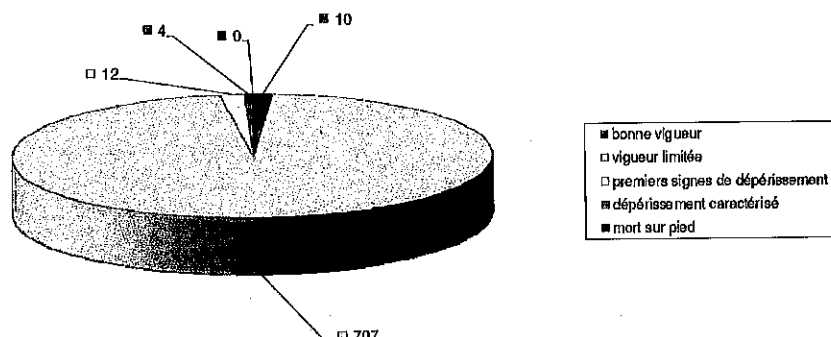
La grande majorité du patrimoine arboré présente une vigueur bonne à limitée majoritairement et un état phytosanitaire satisfaisant en pleine période de végétation lors de notre passage sur le terrain en août 2022 (98 %). 12 sujets dévoilent les premiers signes de dépérissement et 4 présentent un dépérissement caractérisé. Sur ces 16 végétaux 8 sont à abattre en 2023 (n° 104, 233, 257, 305, 362, 377, 378 et 740) et 2 le seront d'ici 10 ans (n° 64 et 258).

Extrait du rapport APE-GECAO, page 9



## Vigueur et état sanitaire

Répartition des classes de vigueur (en nombre d'individus)



Extrait du rapport APE-GECAO, page 9

Seize arbres (soit 2% du total) présentaient de premiers signes de dépérissement en août 2022, et ils ont été abattus.

Les conclusions sont simples: les arbres potentiellement dangereux ayant déjà été éliminés, dans les prochaines années, **les abattages supplémentaires dans le parc des sources concerneront des arbres en bonne santé.**

A moins que certains arbres ne dépérissent spécifiquement à cause des travaux, si l'on en croit la mise en garde insistante du rapport d'APE (p. 8):

"De graves modifications de leur environnement pourraient cependant avoir des conséquences irréversibles sur leur espérance de vie..."

Entrepris sous un faux prétexte, le projet de "rénovation" finirait par créer le désastre phytosanitaire qu'il se proposait de pallier ...

### III – Un mythe qui a la vie dure

Il est intéressant de constater que les deux diagnostics mentionnés plus haut ne figurent pas dans le dossier d'Enquête Publique, ce qui permet au mythe du « parc pourri » de prospérer, dans le dossier d'enquête publique et ailleurs.

Ainsi, à quelques jours de la clôture de l'Enquête Publique, un reportage de FR3 sur la controverse autour du projet a pour titre : « **Les arbres malades du parc des sources** ».



Dans le dossier d'enquête publique, quasiment toute l'argumentation du prétendu intérêt public majeur repose sur ce mythe.

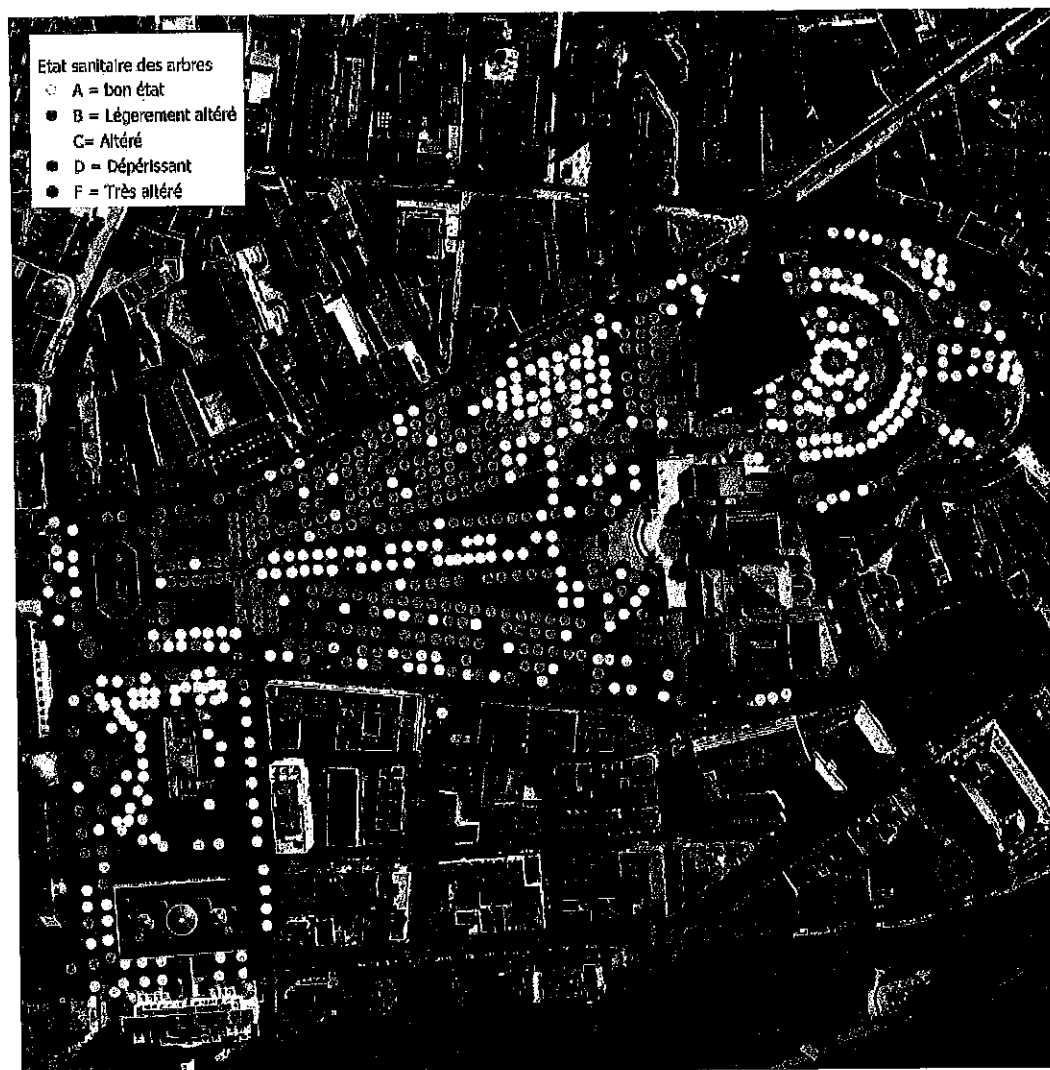
Le projet présenterait « un bénéfice au titre de la sécurité/santé publique par un abattage et un renouvellement des sujets ligneux en mauvais état sanitaire » (p. 119 du permis d'aménager).

Il présenterait également un bénéfice économique, le parc dans son (prétendument mauvais) état actuel étant présenté comme disgracieux et repoussant pour les visiteurs.

Comment ce mythe est-il entretenu ? Un exemple.

En page 18 du permis d'aménager, on découvre un récapitulatif de l'état phytosanitaire du parc (voir ci-dessous). Dans ce graphique, intéressons-nous par exemple à la rangée d'arbres marquée en jaune, qui borde immédiatement le kiosque à musique (indiquée par la flèche rouge ci-dessous).

## tosanitaire des arbres selon expertise ONF 2020

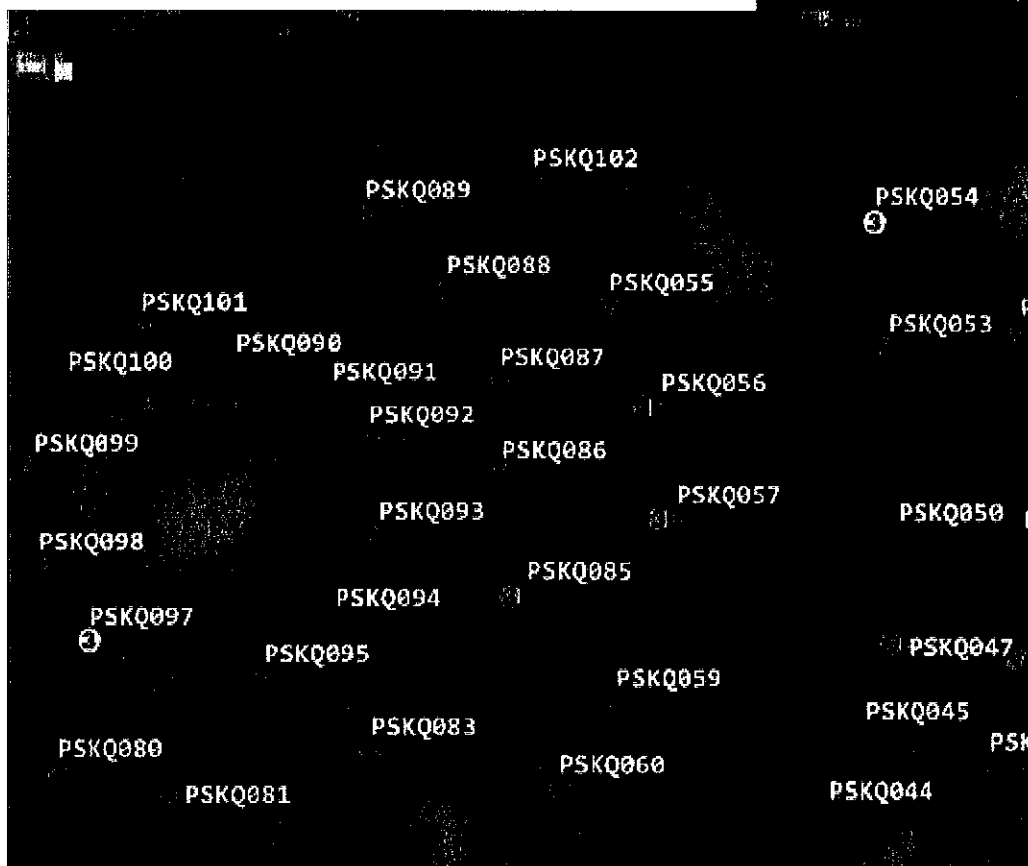


Extrait de p. 18 du permis d'aménager

Ces arbres marqués de jaune seraient « altérés », le prochain palier étant « dépérissants ».

Or, en se référant au document ONF de 2020 cité comme source de ce graphique, on réalise vite que l'information extraite de ce document n'a pas été transposée de façon fidèle, puisque les planches originales du rapport présentent ces mêmes arbres en vert, sauf un, marqué par le numéro 3 (signifiant : « doit être réexaminé dans 3 ans ») :

# Parc des Sources



Extrait de ONF, 2020, p. 33

Le « deuxième cercle » autour du kiosque est également traité de façon non conforme à l'original, qui indique 7 arbres « verts » sur 8 (cf ci-dessus).

La non-conformité des documents de projet à ces expertises mérite d'être signalée.

## Conclusion

Informée de la vérité de ces diagnostics, la presse n'a à ce jour publié aucun article sur ces documents et sur le démenti qu'ils infligent au discours municipal. Au contraire, elle a relayé complaisamment le mythe des « arbres malades du parc des sources » (cf FR3 plus haut).

Ce déni de vérité, jusque dans les documents du dossier, dénature la motivation même du projet, nuit à l'information du public et entache la sincérité de l'enquête publique.

Monsieur le Commissaire Enquêteur, Je vous remercie de cette occasion de contribuer à l'enquête autour du projet de la rénovation du Parc des Sources.

Depuis le rachat du domaine thermal par la Ville de Vichy, il s'avère nécessaire de réhabiliter ce patrimoine trop longtemps laissé à l'abandon par l'Etat. Le parc est actuellement dans un état proche de l'insalubrité, tant par son sol fortement dégradé et recouvert de multiples déjections d'oiseaux, que par les risques engendrés par de vieux arbres malades et médiocrement entretenus. Cette initiative n'est pas à remettre en question, je suis favorable à un projet de rénovation, seulement je ne suis pas pour le projet actuel sans modifications. Il n'y a pas d'erreur à faire vu le coût total très élevé et l'importance du projet qui doit intégrer l'impératif de conservation au maximum.

En ce qui concerne la question très présente des arbres sains prévus d'être abattus, je propose une enquête indépendante pour fournir un inventaire exact. Le projet actuel ne le démontre pas. Ce parc des sources, suffisamment réhabilité, pourrait être une grande réussite et un atout majeur pour la Ville, mais le projet ainsi conçu et présenté sur les médias et les panneaux publicitaires ne me permet pas de donner un avis favorable, bien qu'il y ait certains éléments salubres.

Ce Parc des Sources est maintenant classé au titre des Monuments Historique par la Ville de Vichy et classé au Patrimoine Mondial de L'UNESCO et ses arbres centenaires sont aussi protégés par ces deux organismes. Donc ce projet doit être une restauration, et non une reconstruction, suivant les exigences que nous avons pour respecter ces classifications. Plus généralement, ce parc urbain représente un écosystème complexe : arbres, plantes, faunes, micro-organismes, sol, eau, température et luminosité et l'interdépendance de tous ces éléments doit être respectée.

Sa restauration se veut moderne, écologique et respectueuse de sa biodiversité et de sa classification. The projet doit : • Supprimer durablement l'insalubrité et assurer l'hygiène publique (prolifération de pigeons et d'étourneaux qui engendre des problèmes d'hygiène, de sécurité et d'inconfort. • Gérer le patrimoine arboré et l'entretien du parc (ceux-ci nécessitant la surveillance, ainsi qu'un budget pour l'entretien, les soins, et le renouvellement). • Atténuer les risques d'insécurité et de vandalisme ; notamment le soir et la nuit. Points positifs : Le fait que ce futur parc intégrera tous les éléments du parc, y compris l'opéra, le palais des congrès, le casino, des magasins, restaurants, et cafés est un point positif. Ces derniers seront très attirants avec la piétonisation de la rue du casino. Le projet comprend aussi certains bons éléments tel que : Pépinière, espace déambulatoire et bucolique, jardin des sens, roseraie, bancs et mobiliers restaurés, carrousel ainsi que la conservation des structures métalliques existantes. Points faibles que je me permets d'adresser :

1. L'aspect financier négatif. En cette période d'insécurité économique et de conservation (eau, électricité, essence et gaz), ce projet, qui coute très cher, ne va qu'engendrer des dépenses à la Ville et des contribuables en ce qui concerne entretient et autre.
2. L'espace autour du casino n'est pas assez végétalisé et le sol prévu ne semble pas être perméabilisé avec une abondance de zones bétonnées.
3. La suppression de certains habitats de la faune dans le parc, et le manque de biodiversité judicieuse.
4. Le manque de jardin botanique et aire de jeux pour les enfants.
5. L'image du Parc « rénové », qui est un parc urbain apparait être aseptisé, avec son avenue élargie et bétonnée au centre, ses jets d'eau très peu originaux et ses jeunes arbres qui mettront des décennies avant de pourvoir de l'ombrage et de la fraîcheur.

7. L'abattage d'arbres en bonne santé. L'idée de l'abattage de 180 arbres prévu dès la première étape de la restauration du parc n'est pas acceptable, sachant qu'au maximum 93 au total ne sont pas « sains ». Mais dans le cas des arbres abattus, il n'y a que peu d'information.

8. Le manque de clarté en ce qui concerne les normes pour la personne en déficience physiques (personnes en fauteuil roulant, mais aussi les personnes non voyantes et/ou mal entendant). Je voudrais indiquer par exemple, une photo d'un passage à côté du hall des sources qui est composé de grandes dalles séparées entre elles de quelques centimètres de sable ou de gravier, ce qui présente un risque de trébuchement incompréhensible de nos jours.

9. Le projet ainsi conçu ne semble pas répondre au maximum aux nécessités d'un parc urbain d'aujourd'hui et de demain (manque de canopées ombrageantes, fraîcheur naturelle, eau non gaspillée et faune et flore abondantes).

10. En ce qui concerne les arbres et la végétation, il est bien sûr nécessaire parfois d'abattre des arbres lorsqu'ils mettent en danger les occupants du parc, mais la présence d'arbres matures offre un bénéfice climatique. Remplacer des arbres à forte valeur écologique par des jeunes arbres, pour la seule raison d'accommoder le nouveau plan est une incohérence au regard des enjeux environnementaux actuels. Je ne reviendrais pas sur les études publiées sur les effets négatifs de la destruction d'arbres sains. Néanmoins, il se peut qu'il soit absolument nécessaire d'enlever quelques arbres qui entraveront au bon fonctionnement des voies d'accès aux personnes en chaises roulantes.

11. Le choix de l'éclairage n'est pas assez détaillé alors que ses conséquences sont nombreuses sur les humains et les espaces animaux. L'Architecte devrait s'engager à pourvoir une sobriété lumineuse favorable à l'ensemble.

12. L'artificialisation d'une trop grande partie des sols est néfaste au ruissellement des eaux de pluie qui doivent se diriger vers les réseaux d'eaux pluviales. Ce projet doit reconsidérer la place des sols naturels et perméables dans leur ensemble en réduisant les surfaces minérales qui accentuent la chaleur.

13. La restauration des Galeries, les kiosques et la promenade ambulatoire: La restauration de ces éléments est nécessaire. Il serait souhaitable d'avoir plus de détails sur la restauration du fer à cheval, je suis pour une restauration à l'identique nécessaire pour conserver l'appellation historique.

14. L'allée centrale du parc est à revoir. Quels sont les bénéfices de cet immense passage piéton bétonnée ? Pourquoi abattre deux rangées d'arbres pour créer une voie piétonne aussi large, sans ombrage et stérile. Il risque de défigurer tout un espace unique classé ; il est possible de moderniser sans dénaturer. Pourquoi pas un élément comme un parterre de fleur ou autre entre le Casino et le Halle des Sources ?

15. La création de voies piétonnes supplémentaires en remplacement des rues de Belgique et la rue Prunelle (en dehors de la rue du Casino justifiée) et la perte de circulation dans le centre-ville et de parking paraît inutile et coûteuse, alors qu'il suffirait seulement de refaire et aménager les trottoirs existants. Il y aura environ 150 places de parking en moins ; quel est le plan pour les remplacer ? Les voies piétonnes engendrent des problèmes d'accessibilité pour les riverains et les services publics et de secours et elles ne sont pas nécessaires entre le parc des sources et le parc Napoléon.

16. Les fontaines et les bassins d'eau ont-ils leur nécessité dans un contexte de crises actuelle et de pénuries d'eau annoncées. Je crois comprendre qu'elles seront en circuits fermés, mais elles risquent d'utiliser beaucoup d'énergie. Pourquoi ne pas utiliser et recycler les



eaux de pluie ? Aussi les abords seront très glissants comme tous les nouveaux trottoirs du centre-ville.

16. L'accès au parc venant de rues avoisinantes est toujours un dilemme en ce qui concerne la protection des piétons. Il serait bien pour une fois de ne pas répéter les erreurs commises avec les nouveaux trottoirs qui utilisent des bornes de deux lames métalliques qui ne résistent à aucun impact des voitures ni des camions. Il est nécessaire de revoir les priorités et les besoins actuels reliés avec une esthétique respectant la classification du parc.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Commissaire enquêteur, mes salutations distinguées



**Le nombre d'abattages prévu dans le projet :  
Un manque de clarté et de transparence sur une donnée essentielle du projet**

Par Vichy Climat Environnement  
Co-fondateurs : Jean-Louis Gaby et Isabelle Filatov  
15 mai 2023

Le collectif Vichy Climat Environnement rassemble des citoyens de Vichy agglomération mobilisés pour l'eau, le climat et l'environnement. Nous souhaiterions transmettre à M. l'Enquêteur Public les remarques suivantes.

Le nombre des arbres qui vont être sacrifiés au projet d'aménagement mis sous enquête publique est une donnée particulièrement sensible, pour des raisons objectives (services écosystémiques de ces arbres, bénéfices sanitaires et environnementaux...), subjectives (esthétique et attachement des citoyens à leurs arbres) mais aussi juridiques (notion d'intérêt public majeur).

Les citoyens doivent pouvoir se prononcer en toute connaissance de cause à partir d'un projet clairement défini, et la transparence sur ce sujet aurait dû être de mise. Pourtant, c'est la confusion qui prévaut, jusque dans le dossier d'enquête publique.

Le projet de réaménagement du parc des sources a été voté en Conseil Municipal le 26 septembre 2022. Ce jour-là, une conseillère municipale, qui s'appuyait sur le document de projet, (p. 225) a interrogé le Maire sur le nombre d'arbres qui vont être abattus: 506 sur les quelque 740 arbres présents actuellement, soit presque les deux-tiers.

En novembre et décembre 2022, la Mairie de Vichy annonce alors que le projet a fait l'objet d'"ajustements" pour tenir compte de certaines "consultations". Ce seront 180 arbres qui seront coupés à court terme, déclare M. Aguilera dans la presse (lire ici) et en Conseil Municipal.

Cette information se retrouve dans le permis d'aménager mis sous enquête publique, en p. 120.

**Une première phase qui se confond avec le projet tout entier**

Mais une infographie municipale sur ce sujet ne spécifie pas qu'il ne s'agit que d'une première phase. Elle utilise même ces chiffres très minorés pour annoncer un parc "plus vert, plus dense, plus fort" à l'issue du réaménagement.



Infographie - Publicité Facebook qui prétend décrire le projet modifié en décembre 22.

Cette infographie, largement diffusée dans toute la presse écrite et audiovisuelle et sur les réseaux sociaux, est compatible avec les 180 arbres annoncés (71% de 627 arbres conservés = 29% abattus = 182 arbres), mais elle ne mentionne pas qu'il ne s'agit que de la première phase du projet.

Ce fait est pourtant confirmé par deux sources : un article de La Montagne (cf ci-dessous) et une information donnée le 5 décembre 2022 au Conseil Municipal de Vichy.

## LA MONTAGNE À LA UNE VIE LOCALE SPORTS

627 arbres sont conservés à ce jour

180 arbres abattus sur 5 ans (permis déposé, suite au vote de l'avant-projet)

447 soit 71 % seront conservés

311 re-plantés

Le parc comportera à l'issue des 5 premières années de rénovation,  
qui constituent la première phase de ce vaste projet,

758 arbres au total au lieu des 627 d'aujourd'hui

Extrait de "Confusion de chiffres autour de la réhabilitation du parc des sources", La Montagne, 4 décembre 2022 (en ligne [ici](#))

Le rapport d'information présenté par le Maire en Conseil Municipal le 5 décembre 2022 parle de « 180 arbres abattus sur trois ans »; or, le projet va s'étendre au-delà de trois ans.

D'après le permis d'aménager (p. 120), au-delà des trois premières années, le projet s'étendra encore sur 15 ans et les abattages se feront au rythme de 15 arbres par an – soit 15 fois 15 = 225. Avec 225 abattages, la deuxième phase, même étalée, sera donc encore plus drastique que la première. On aboutirait à un total de 405 arbres abattus.

Un autre chiffre présenté dans l'infographie et dans le dossier d'enquête publique est particulièrement trompeur.

### **Plus d'une centaine d'arbres disparaissent des registres**

Le nombre d'arbres prétendument présents dans le parc en décembre 2022, date à laquelle elle a été diffusée, est donné dans l'infographie comme étant 627. Or dans la plupart des documents, ce chiffre dépasse 700:

- 748 d'après le diagnostic de 2022, le "patrimoine arboré du parc des sources" s'élève à (cf p. 1).
- 752 dans le document de projet initial voté en Conseil Municipal.
- 720 dans le document de projet consulté par l'Autorité Environnementale.
- 740 sur le site Internet de la Mairie de Vichy (espaces verts), (consulté le 8 février 2023).
- 864 sujets rien que dans le parc d'après le dossier d'Enquête Publique (permis d'aménager, page 19)

L'effet d'optique est double :

1 – Par comparaison entre le chiffre final et le chiffre initial des arbres :

Dans l'infographie en question, le chiffre final des arbres est annoncé comme étant de 758 arbres "à la fin des travaux". Par rapport au chiffre initial artificiellement réduit à 627, on a l'impression d'un **supplément** d'une centaine d'arbres apporté par le projet. En réalité, nous retrouvons avec un nombre d'arbres équivalent au chiffre actuel, voire moindre.

2 – Pour établir la proportion de arbres qui seront « conservés » :

En utilisant le chiffre trompeur de 627 arbres actuellement, on a effectivement 71% d'arbres conservés. Mais en prenant le chiffre de 864, on n'a plus que 52% d'arbres conservés. Près de la moitié des arbres tombent.

Les citoyens opposés au projet en l'état, et qui avaient présenté le projet comme devant abattre « entre 180 et 506 arbres », ont donc parfaitement résumé la situation.

Mais la confusion ne s'arrête pas là.

## **Confusion entre abattages sécuritaires et abattages liés au projet**

Dans une autre contribution à cette Enquête Publique, le collectif Vichy Climat Environnement démontre que le discours du projet reposait sur un mensonge consistant à présenter les arbres du parc comme étant en mauvais état, alors que les diagnostics sanitaires donnent un parc en bon état à 93% (ONF) ou à 98% (APE).

Ce faux-semblant sur la santé des arbres ressurgit partout lorsqu'il s'agit de présenter le nombre d'arbres à abattre dans le projet.

Interrogé le 14 mai 2023 sur l'ambiguïté liée au chiffre de « 180 dans une première phase », le Maire explique : "Oui, j'ai dit que c'était pour une première phase afin de me laisser la possibilité d'en abattre plus tard, en fonction de leur état sanitaire" - entretenant ainsi la confusion entre abattages liés au projet et abattages sécuritaires.

On voit bien, dans la page 256 du premier document de projet (présentant le croquis des rangées d'arbres à abattre), que les abattages sont liés avant tout au réaménagement des espaces du parc, et non à leur état sanitaire qui, par définition, se dégrade de façon aléatoire.

Ces deux logiques n'ont rien à voir l'une avec l'autre. Les confondre, c'est vouloir encore et toujours cacher un projet écocide derrière une excuse sécuritaire.

A cela, le Maire répond que lorsqu'un arbre est en mauvaise santé, il faut abattre toute l'allée dans laquelle il se trouve, car sinon, l'arbre ne pousserait pas droit « par héliotropisme ». Au contraire, l'article L-350-3 du Code de l'Environnement protège tout particulièrement de l'abattage les alignements d'arbres, véritables « patrimoine(s) culturel(s) »

De plus, abattre toute une allée pour la replanter afin de s'assurer que les arbres y « poussent droit » aboutirait à créer un groupe d'arbre du même âge. Or, dans une interview à FR3 du 12 mai 2023, le Maire met en garde contre le risque que, dans quelques années, « tout le parc va d'une certaine manière s'effondrer sur lui-même, car tout le parc sera de la même génération, de la même époque ».

Ceci n'est pas cohérent.

Il faudrait donc que plusieurs âges et générations d'arbres se côtoient dans le parc, afin que tous n'atteignent pas la mort au même moment. Les renouvellements doivent donc se faire, non sur un an et même sur trois ans, mais fur et à mesure que les arbres deviennent fragiles, déclinant, et potentiellement dangereux.

C'est d'ailleurs ce « renouvellement progressif des arbres arrivés en fin de vie » que préconise l'ONF dans son diagnostic de 2020 (p. 8).

La Mairie dit vouloir programmer le remplacement de centaines d'arbres en *anticipant* une mortalité qui devrait survenir tôt ou tard. Or, les platanes vivent entre 500 et 3000 ans, les marronniers 250 ans. Ceux du parc des sources n'ont que 95 ans.

Ces arbres ne sont pas concernés par l'obsolescence programmée, qui permettrait de prévoir la date exacte de leur dépérissement. Ils se dégradent de façon aléatoire, et non par rangées. La loi et le bon sens exigent qu'à tout moment, les arbres en bonne santé soient préservés, et que seuls des arbres dangereux ou clairement en déclin soient remplacés.

## **Conclusion**

La version édulcorée du projet de décembre 2022, également évoquée dans le permis d'aménager en page 120, n'en est pas vraiment une. Ce correctif de la Mairie a simplement consisté à évoquer (sans la préciser) une première phase du projet, faisant paraître ce projet plus petit qu'il ne l'est vraiment.

De plus, le nombre actuel d'arbres en place a été minoré pour masquer l'importance des abattages.

Sur ce sujet, nous dénonçons une présentation trompeuse, biaisée et incohérente des faits.





## 17 506 Signatures recueillies sur le site de pétition « MesOpinions.com »

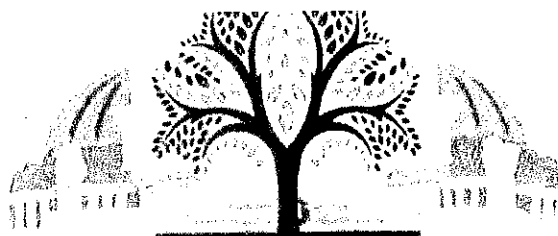
<https://www.mesopinions.com/petition/nature-environnement/sauvons-parc-sources-abattage-506-arbres/192327>

MesOpinions est un site agréé par l'État pour recueillir des signatures sur ses pétitions.

Accueil > Pétitions > Pétitions nature et environnement > Sauvons le Parc des Sources : non à l'abattage de 506 arbres !

### PÉTITION

## SAUVONS LE PARC DES SOURCES : NON À L'ABATTAGE DE 506 ARBRES !



SAUVONS

LE PARC DES SOURCES



Auteur(s) : Collectif Sauvons le Parc des Sources

Suivre cet auteur

Destinataire(s) : M. Frédéric Aguilera, Maire de Vichy

17.506 signatures

Quand elle atteindra 20 000 signatures, cette pétition attirera l'attention des journalistes et sera plus susceptible de passer dans la presse.

Saisissez votre email

Laissez un commentaire ! (facultatif)

Je signe

Partagez la pétition avec vos amis :



VOIR TOUTES LES SIGNATURES

### La pétition

### Mises à jour

Suite à cet été caniculaire, nous apprenons que la Ville de Vichy compte abattre 506 arbres dans le Parc des Sources, îlot de fraîcheur incontournable du centre-ville, à partir de 2023. Le maire, Frédéric Aguilera, a notamment invoqué une prétendue dangerosité de ces arbres, suite à un défaut d'entretien pendant des décennies.

Par la présente, nous, signataires de cette pétition, demandons à la mairie de Vichy de détailler ses arguments pour tous ses administrés attachés à ce parc, ainsi que les nombreux touristes et curistes l'arpentant.

1. Concernant les raisons de l'abattage de ces 506 arbres : quelles sont les preuves concrètes de leur état de santé supposément grave ? Selon quels critères sont-ils identifiés comme dangereux ?
2. En cas de danger avéré, des alternatives à l'abattage ont-elles été étudiées ? Si oui, lesquelles et pourquoi n'ont-elles pas été retenues ?
3. Quelles sont les contraintes inscrites dans le cahier des charges au sujet des arbres existants ?

Dans ce cadre, nous remercions par avance la mairie de bien vouloir apporter une réponse publique rapidement. A défaut de réponse satisfaisante, nous prendrons toutes les dispositions nécessaires à la défense de notre parc. Nous n'accepterons aucun écoeille.

17.506 signatures

Quand elle atteindra 20 000 signatures, cette pétition attirera l'attention des journalistes et sera plus susceptible de passer dans la presse.

Saisissez votre email

Laissez un commentaire ! (facultatif)

Je signe

Partagez la pétition avec vos amis :



VOIR TOUTES LES SIGNATURES



23 avr 23

## PETITION pour sauver les arbres du Parc des Sources de Vichy

Un projet voté en Conseil Municipal prévoit d'abattre plusieurs centaines d'arbres du parc des sources, et de les remplacer par des arbres plus jeunes et plus petits. Le Parc des Sources est un îlot de fraîcheur au coeur de la ville, apportant de l'oxygène, de l'ombre et de la biodiversité, protégeant de la pollution, du réchauffement climatique, des inondations, et des canicules. Ces arbres sont, de plus, classés **Monuments Historiques** et ne peuvent être abattus que s'ils portent atteinte à la sécurité publique.

Après une première petition de **17000 signatures**, nous avons obtenu les diagnostics phytosanitaires, qui prouvent que **ces arbres sont en bonne santé**. Nous demandons donc à Monsieur le **Maire de Vichy** de bien vouloir modifier le projet afin de **garder les arbres existants du parc**. A défaut, nous demandons aussi à **Madame la Préfète** de l'Allier de faire respecter la loi et de ne pas permettre l'abattage programmé de tout arbre du parc des sources qui ne menacerait pas directement la sécurité publique.

### Aidez-nous à garder nos arbres !

Nom en majuscules	Prénom en majuscules	Mail en majuscules
Ricca Ricca	Hélène, Repin	repin.helene@gnx.de
BACQUET Kevin		kevinbacquet@yahoo.fr
DEWILF Alain	MIRVILLE	mirville.verloove@SFR
BOURGOGNE Brigitte		bb.bourgogne@hotmail.fr
Patrick GUBAL	PATRICK	patrickgubal@orange.fr PATRICK.GUBAL@
BARRAUD	Patrick	pk.barraud@gmail.com
AYILMAZ	Nabige	NABIGE nabige@aol.com
YILMAZ	Sengül	senguliyilmaz@hotmail.fr
DRAPEAUD	Fabienne	fabienne.drapeaud@ hotmail.com

Nous collectons ces données dans le cadre du collectif « Parc des Sources – GNSA Vichy. Nous pourrions vous tenir au courant des actions et événements pour préserver les arbres du parc des sources à Vichy. En remplissant ce formulaire, vous acceptez que le collectif « Parc des Sources » recueille et conserve les renseignements fournis. Vous pourrez à tout moment mettre fin à ces communications en utilisant la fonction "répondre au mail". Vos données ne seront utilisées que pour ces buts, ne seront pas divulguées, et seront détruites lors de la dissolution du Collectif. A l'avenir, si vous souhaitez consulter ou supprimer vos données, écrivez à [parc.des.sources@orange.fr](mailto:parc.des.sources@orange.fr), 5 mars 23



30 Signatures recueillies sur la page de pétition  
du site « Sauvons.org »



## PETITION

### pour sauver les arbres du Parc des Sources de Vichy

Un projet voté en Conseil Municipal prévoit d'**abattre plusieurs centaines d'arbres** du parc des sources, et de les remplacer par des arbres plus jeunes et plus petits. Le Parc des Sources est un **îlot de fraîcheur** au coeur de la ville, apportant de l'oxygène, de l'ombre et de la biodiversité, protégeant de la pollution, du réchauffement climatique, des inondations et des canicules. Ces arbres sont, de plus, classés **Monuments Historiques** et ne peuvent être abattus que s'ils portent atteinte à la sécurité publique.

Après une première pétition de 17000 signatures, nous avons obtenu les diagnostics phytosanitaires, qui prouvent que **ces arbres sont en bonne santé**. Nous demandons donc à Monsieur le **Maire de Vichy** de bien vouloir modifier le projet afin de garder les arbres existants du parc. A défaut, nous demandons aussi à **Madame la Préfète** de faire respecter la loi et de ne pas permettre l'abattage programmé de tout arbre du parc qui ne menacerait pas directement la sécurité publique.

**Signez la pétition:**

**12 mai 2023**

Prénom: Sylvie  
Commentaire:  
Nom de famille: Cazot  
E-mail: [barnazot@wanadoo.fr](mailto:barnazot@wanadoo.fr)

**13 mai 2023**

Prénom: Picazo  
Commentaire:  
Nom de famille: Ghyslaine  
E-mail: [ghyslaine03@hotmail.com](mailto:ghyslaine03@hotmail.com)

Prénom: Enrico  
Commentaire:  
Nom de famille: Eusebi  
E-mail: [eneusebi@yahoo.fr](mailto:eneusebi@yahoo.fr)

Prénom: Audrey  
Commentaire:  
Nom de famille: Le reun



*Cette note juridique est adressée à Monsieur le commissaire enquêteur  
par Ada Belhadj, Pierre Cazal, Eliane Delmarès, Patricia Desloge, Philippe Echelle, Isabelle  
Filatov, Pierrette James, Famille Michel, Brigitte Taureau.*

**Ce projet présente de nombreux points d'illégalité** : l'illégalité de la dérogation à l'interdiction de porter atteinte aux espèces protégées, l'absence d'utilité publique concernant l'abattage d'arbres sains et un bilan coûts/ avantages négatif.

**A) L'illégalité de la dérogation à l'interdiction de porter atteinte aux espèces protégées**

En vertu de l'article L. 411-1 du Code de l'environnement:

Lorsqu'un intérêt scientifique particulier, le rôle essentiel dans l'écosystème ou les nécessités de la préservation du patrimoine naturel justifient la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats, sont interdits :

1° La destruction ou l'enlèvement des œufs ou des nids, la mutilation, la destruction, la capture ou l'enlèvement, la perturbation intentionnelle, la naturalisation d'animaux de ces espèces ou, qu'ils soient vivants ou morts, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur détention, leur mise en vente, leur vente ou leur achat ;

3° La destruction, l'altération ou la dégradation de ces habitats naturels ou de ces habitats d'espèces ;

L'article L. 411-2 du Code de l'environnement fixe les conditions dans lesquelles une dérogation peut être octroyée.

4° La délivrance de dérogation aux interdictions mentionnées aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 411-1, **à condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante et que la dérogation ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle** :

a) Dans l'intérêt de la protection de la faune et de la flore sauvages et de la conservation des habitats naturels ;

b) Pour prévenir des dommages importants notamment aux cultures, à l'élevage, aux forêts, aux pêcheries, aux eaux et à d'autres formes de propriété ;

c) Dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ou pour d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique, et pour des motifs qui comporteraient des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement ;

**Trois conditions cumulatives doivent donc être remplies :**

- L'absence de solution alternative satisfaisante.

- Le maintien dans un état de conservation favorable des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle.

- L'existence de raisons impératives d'intérêt public majeur.

**Si seulement l'une des trois conditions n'est pas remplie, l'autorité compétente est tenue de refuser l'octroi de la dite dérogation.**

Dans les documents relatifs à cette enquête publique, nous notons que la synthèse de l'avis du CNPN précise bien que le dossier de dérogation ne remplit pas les conditions préalables à l'octroi d'une dérogation.

En particulier, il ne démontre pas l'absence de solutions alternatives satisfaisante, et la faiblesse de la séquence ERC ne permet pas d'atteindre l'objectif d'absence de perte nette de biodiversité.

**1.- En premier lieu, s'agissant de la condition relative aux solutions alternatives,** le CNPN a relevé que d'autres solutions moins impactantes pour l'environnement n'ont pas été proposées, à savoir éviter l'abattage des arbres et améliorer la végétation basse, avec le souci de l'objectif « zéro artificialisation ».

CNPN Page 1 « La recherche de solutions alternatives ne fait pas la preuve d'une démonstration convaincante. Il est fait mention que l'adaptation du projet permet la conservation de 54 arbres initialement prévus à l'abattage sans vraiment que le CNPN puisse comprendre la nature de ces adaptations, qui vont à l'encontre du diagnostic de l'ONF : il n'est pas présenté de plans ou de détails sur les choix réalisés »

La stratégie végétale dans la réponse du maître d'ouvrage est identique en pages 8 et 9.

**2.- En second lieu,** Le maintien dans un état de conservation favorable des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle n'est aucunement démontré.

En effet, si nous analysons la séquence "Éviter, réduire, compenser" (ERC) et l'élaboration de dispositifs de suivi, apparaît un doute sérieux sur la légalité de la dérogation au regard des mesures de compensation. L'objectif d'absence de perte nette de biodiversité est loin d'être atteint et en réponse, le maître d'ouvrage se limite à répéter qu'il va privilégier l'évitement, tout en privilégiant l'abattage des arbres... L'incohérence est parfaite.

**Il résulte donc que le porteur du projet ne fait pas état de raisons impératives d'intérêt public majeur permettant de bénéficier d'une dérogation à l'interdiction de porter atteintes aux espèces protégées, étant donné que les trois conditions cumulatives ne sont pas remplies.**

*Jurisprudence :*

\*Conseil d'État, 6ème sous-section jugeant seule, 09/10/2013, 366803, Inédit au recueil Lebon

« Considérant, en premier lieu, que pour juger que le moyen tiré de l'absence de justification de raisons impératives d'intérêt public majeur était de nature à faire naître, en l'état de l'instruction, un doute sérieux quant à la légalité de l'arrêté préfectoral litigieux, le juge des



référé du tribunal administratif de Dijon s'est fondé sur le fait que si le projet présentait un intérêt public incontestable, il ne constituait pas pour autant un cas exceptionnel dont la réalisation se révélerait indispensable ; que si ce même juge a par ailleurs mentionné que la première des trois conditions rappelées au point précédent, tirée de l'absence de solution alternative satisfaisante, n'était pas remplie, cette mention était surabondante compte tenu du caractère cumulatif des conditions auxquelles la dérogation prévue à l'article L. 411-2 du code de l'environnement est subordonnée ; que, par suite, eu égard à l'office que lui attribue l'article L. 521-1 du code de justice administrative, le juge des référés du tribunal administratif de Dijon n'a, ce faisant pas, commis d'erreur de droit ; qu'il n'a pas davantage entaché son ordonnance d'insuffisance de motivation ou de dénaturation ;  
....Considérant, en second lieu, qu'eu égard au caractère surabondant de la mention indiquant que la condition tirée de l'absence de solution alternative satisfaisante n'était, en l'état de l'instruction, pas davantage remplie, les moyens d'insuffisance de motivation et de dénaturation dirigés contre celle-ci ne peuvent qu'être écartés... »

\*CAA de BORDEAUX, 5ème chambre - formation à 3, 13/07/2017, 16BX01364, 16BX01365, Inédit au recueil Lebon

... « Dans ces conditions, et compte tenu de la destruction d'espèces végétales et faunistiques rares et protégées, et en particulier de l'oedicnème criard, du rosier de France, du bruant jaune, de la renoncule à feuilles d'ophioglosse et du trèfle écaillé, présentes sur ce site, l'arrêté attaqué, qui n'a d'ailleurs pas fait une exacte appréciation de l'impact de ce projet sur ces différentes espèces, ne permet pas le maintien dans un état de conservation favorable des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle... »

#### **B) L'absence d'utilité publique concernant l'abattage d'arbres sains**

**L'article L. 350-3 du code de l'environnement protège les allées d'arbres depuis 2016. : »**

Le fait d'abattre ou de porter atteinte à un **arbre** ou de compromettre la conservation ou de modifier radicalement l'aspect d'un ou de plusieurs **arbres** d'une allée ou d'un alignement d'**arbres** est **interdit**. »

Il suit les recommandations du Livre blanc - basé sur les meilleures pratiques européennes et publié par le Conseil de l'Europe dans le cadre des travaux de la Convention européenne du paysage : ainsi, la protection s'applique à toutes les allées d'arbres et elle est fondée conjointement sur leur valeur culturelle, leur valeur pour la biodiversité, et leur valeur en terme d'aménités (valeur paysagère, stockage carbone, réduction des températures etc

Jurisprudence

*\*<http://www.evreux-nature-environnement.org/v2/node/598>*

Selon la décision de justice, « la nécessité de l'abattage total des alignements d'arbres le long de l'avenue du Champ de Bataille n'est pas démontrée ».... S'ajoute également "la présence de sept espèces protégées d'oiseaux sur le site de l'allée du Champ de Bataille"

relevée par un inventaire réalisé par la Ligue de Protection des Oiseaux les 20 et 26 décembre 2020.

[\\*https://www.conseil-etat.fr/fr/arianeweb/CE/decision/2021-06-21/446662](https://www.conseil-etat.fr/fr/arianeweb/CE/decision/2021-06-21/446662)

Conseil d'État N° 446662 ECLI:FR:CECHR:2021:446662.20210621 **Publié au recueil Lebon**  
6ème - 5ème chambres réunies «L'article 172 de la loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages a inséré au code de l'environnement un article L. 350-3 aux termes duquel : " Les allées d'arbres et alignements d'arbres qui bordent les voies de communication constituent un patrimoine culturel et une source d'aménités, en plus de leur rôle pour la préservation de la biodiversité et, à ce titre, font l'objet d'une protection spécifique. Ils sont protégés, appelant ainsi une conservation, à savoir leur maintien et leur renouvellement, et une mise en valeur spécifiques. / Le fait d'abattre, de porter atteinte à l'arbre, de compromettre la conservation ou de modifier radicalement l'aspect d'un ou de plusieurs arbres d'une allée ou d'un alignement d'arbres est interdit, sauf lorsqu'il est démontré que l'état sanitaire ou mécanique des arbres présente un danger pour la sécurité des personnes et des biens ou un danger sanitaire pour les autres arbres »

### **C) Bilan coûts-avantages**

L'utilité publique d'une opération ne peut être déclarée que si les atteintes à la propriété privée, le coût financier, les inconvénients d'ordre social, la mise en cause de la protection et de

la valorisation de l'environnement et les atteintes éventuelles à d'autres intérêts publics qu'elle entraîne ne sont pas excessifs eu égard à l'intérêt qu'elle présente.

Au titre des avantages, sont mis en avant l'intérêt de rénover le parc des sources incluant des avancées dans la désimperméabilisation du sol du parc et l'ajout de composantes ludiques, éducatives ou décoratives.

Cependant, **les inconvénients sont majeurs tant au niveau environnemental** : voir A) et B). La désimperméabilisation du sol, via la renaturation peut être mise en œuvre sans abattre les arbres, ces deux aspects étant distincts.

Le coût de l'opération est exorbitant : 35M€ pour la première phase.

Le bilan coûts-avantages est donc négatif.

Monsieur le Commissaire Enquêteur, nous espérons ainsi vous avoir démontré que les illégalités ci-dessus sont indéniablement avérées, tout particulièrement l'illégalité de la dérogation à l'interdiction de porter atteinte aux espèces protégées et que ce projet se trouve en décalage total avec les évolutions actuelles de la société et les lois y afférant (loi sur l'eau, loi climat, etc....)

*Cette note juridique est adressée à Monsieur le commissaire enquêteur  
par Ada Belhadj, Pierre Cazal, Eliane Delmarès, Patricia Desloge, Philippe Echelle, Isabelle  
Filatov, Pierrette James, Famille Michel, Brigitte Taureau.*

**Ce projet présente de nombreux points d'illégalité : l'illégalité de la dérogation à l'interdiction de porter atteinte aux espèces protégées, l'absence d'utilité publique concernant l'abattage d'arbres sains et un bilan coûts/ avantages négatif.**

**A) L'illégalité de la dérogation à l'interdiction de porter atteinte aux espèces protégées**

En vertu de l'article L. 411-1 du Code de l'environnement:

Lorsqu'un intérêt scientifique particulier, le rôle essentiel dans l'écosystème ou les nécessités de la préservation du patrimoine naturel justifient la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats, sont interdits :

1° La destruction ou l'enlèvement des œufs ou des nids, la mutilation, la destruction, la capture ou l'enlèvement, la perturbation intentionnelle, la naturalisation d'animaux de ces espèces ou, qu'ils soient vivants ou morts, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur détention, leur mise en vente, leur vente ou leur achat ;

3° La destruction, l'altération ou la dégradation de ces habitats naturels ou de ces habitats d'espèces ;

L'article L. 411-2 du Code de l'environnement fixe les conditions dans lesquelles une dérogation peut être octroyée.

4° La délivrance de dérogation aux interdictions mentionnées aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 411-1, **à condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante et que la dérogation ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle :**

a) Dans l'intérêt de la protection de la faune et de la flore sauvages et de la conservation des habitats naturels ;

b) Pour prévenir des dommages importants notamment aux cultures, à l'élevage, aux forêts, aux pêcheries, aux eaux et à d'autres formes de propriété ;

c) Dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ou pour d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique, et pour des motifs qui comporteraient des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement ;

**Trois conditions cumulatives doivent donc être remplies :**

- L'absence de solution alternative satisfaisante.

- Le maintien dans un état de conservation favorable des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle.

- L'existence de raisons impératives d'intérêt public majeur.

**Si seulement l'une des trois conditions n'est pas remplie, l'autorité compétente est tenue de refuser l'octroi de la dite dérogation.**

Dans les documents relatifs à cette enquête publique, nous notons que la synthèse de l'avis du CNPN précise bien que le dossier de dérogation ne remplit pas les conditions préalables à l'octroi d'une dérogation.

En particulier, il ne démontre pas l'absence de solutions alternatives satisfaisante, et la faiblesse de la séquence ERC ne permet pas d'atteindre l'objectif d'absence de perte nette de biodiversité.

**1.- En premier lieu, s'agissant de la condition relative aux solutions alternatives,** le CNPN a relevé que d'autres solutions moins impactantes pour l'environnement n'ont pas été proposées, à savoir éviter l'abattage des arbres et améliorer la végétation basse, avec le souci de l'objectif « zéro artificialisation ».

CNPN Page 1 « La recherche de solutions alternatives ne fait pas la preuve d'une démonstration convaincante. Il est fait mention que l'adaptation du projet permet la conservation de 54 arbres initialement prévus à l'abattage sans vraiment que le CNPN puisse comprendre la nature de ces adaptations, qui vont à l'encontre du diagnostic de l'ONF : il n'est pas présenté de plans ou de détails sur les choix réalisés »

La stratégie végétale dans la réponse du maître d'ouvrage est identique en pages 8 et 9.

**2.- En second lieu,** Le maintien dans un état de conservation favorable des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle n'est aucunement démontré.

En effet, si nous analysons la séquence "Éviter, réduire, compenser" (ERC) et l'élaboration de dispositifs de suivi, apparaît un doute sérieux sur la légalité de la dérogation au regard des mesures de compensation. L'objectif d'absence de perte nette de biodiversité est loin d'être atteint et en réponse, le maître d'ouvrage se limite à répéter qu'il va privilégier l'évitement, tout en privilégiant l'abattage des arbres... L'incohérence est parfaite.

**Il résulte donc que le porteur du projet ne fait pas état de raisons impératives d'intérêt public majeur permettant de bénéficier d'une dérogation à l'interdiction de porter atteintes aux espèces protégées, étant donné que les trois conditions cumulatives ne sont pas remplies.**

*Jurisprudence :*

\*Conseil d'État, 6ème sous-section jugeant seule, 09/10/2013, 366803, Inédit au recueil Lebon

« Considérant, en premier lieu, que pour juger que le moyen tiré de l'absence de justification de raisons impératives d'intérêt public majeur était de nature à faire naître, en l'état de l'instruction, un doute sérieux quant à la légalité de l'arrêté préfectoral litigieux, le juge des

référé du tribunal administratif de Dijon s'est fondé sur le fait que si le projet présentait un intérêt public incontestable, il ne constituait pas pour autant un cas exceptionnel dont la réalisation se révélerait indispensable ; que si ce même juge a par ailleurs mentionné que la première des trois conditions rappelées au point précédent, tirée de l'absence de solution alternative satisfaisante, n'était pas remplie, cette mention était surabondante compte tenu du caractère cumulatif des conditions auxquelles la dérogation prévue à l'article L. 411-2 du code de l'environnement est subordonnée ; que, par suite, eu égard à l'office que lui attribue l'article L. 521-1 du code de justice administrative, le juge des référés du tribunal administratif de Dijon n'a, ce faisant pas, commis d'erreur de droit ; qu'il n'a pas davantage entaché son ordonnance d'insuffisance de motivation ou de dénaturation ;  
...Considérant, en second lieu, qu'eu égard au caractère surabondant de la mention indiquant que la condition tirée de l'absence de solution alternative satisfaisante n'était, en l'état de l'instruction, pas davantage remplie, les moyens d'insuffisance de motivation et de dénaturation dirigés contre celle-ci ne peuvent qu'être écartés... »

\*CAA de BORDEAUX, 5ème chambre - formation à 3, 13/07/2017, 16BX01364, 16BX01365, Inédit au recueil Lebon

... « Dans ces conditions, et compte tenu de la destruction d'espèces végétales et faunistiques rares et protégées, et en particulier de l'oedicnème criard, du rosier de France, du bruant jaune, de la renoncule à feuilles d'ophioglosse et du trèfle écailleux, présentes sur ce site, l'arrêté attaqué, qui n'a d'ailleurs pas fait une exacte appréciation de l'impact de ce projet sur ces différentes espèces, ne permet pas le maintien dans un état de conservation favorable des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle... »

## **B) L'absence d'utilité publique concernant l'abattage d'arbres sains**

**L'article L. 350-3 du code de l'environnement protège les allées d'arbres depuis 2016. : »**

Le fait d'abattre ou de porter atteinte à un **arbre** ou de compromettre la conservation ou de modifier radicalement l'aspect d'un ou de plusieurs **arbres** d'une allée ou d'un alignement d'**arbres** est **interdit**. »

Il suit les recommandations du Livre blanc - basé sur les meilleures pratiques européennes et publié par le Conseil de l'Europe dans le cadre des travaux de la Convention européenne du paysage : ainsi, la protection s'applique à toutes les allées d'arbres et elle est fondée conjointement sur leur valeur culturelle, leur valeur pour la biodiversité, et leur valeur en terme d'aménités (valeur paysagère, stockage carbone, réduction des températures etc

Jurisprudence

*\*<http://www.evreux-nature-environnement.org/v2/node/598>*

Selon la décision de justice, « la nécessité de l'abattage total des alignements d'arbres le long de l'avenue du Champ de Bataille n'est pas démontrée ».... S'ajoute également "la présence de sept espèces protégées d'oiseaux sur le site de l'allée du Champ de Bataille"

relevée par un inventaire réalisé par la Ligue de Protection des Oiseaux les 20 et 26 décembre 2020.

[\\*https://www.conseil-etat.fr/fr/arianeweb/CE/decision/2021-06-21/446662](https://www.conseil-etat.fr/fr/arianeweb/CE/decision/2021-06-21/446662)

Conseil d'État N° 446662 ECLI:FR:CECHR:2021:446662.20210621 **Publié au recueil Lebon** 6ème - 5ème chambres réunies «L'article 172 de la loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages a inséré au code de l'environnement un article L. 350-3 aux termes duquel : " Les allées d'arbres et alignements d'arbres qui bordent les voies de communication constituent un patrimoine culturel et une source d'aménités, en plus de leur rôle pour la préservation de la biodiversité et, à ce titre, font l'objet d'une protection spécifique. Ils sont protégés, appelant ainsi une conservation, à savoir leur maintien et leur renouvellement, et une mise en valeur spécifiques. / Le fait d'abattre, de porter atteinte à l'arbre, de compromettre la conservation ou de modifier radicalement l'aspect d'un ou de plusieurs arbres d'une allée ou d'un alignement d'arbres est interdit, sauf lorsqu'il est démontré que l'état sanitaire ou mécanique des arbres présente un danger pour la sécurité des personnes et des biens ou un danger sanitaire pour les autres arbres »

### **C) Bilan coûts-avantages**

L'utilité publique d'une opération ne peut être déclarée que si les atteintes à la propriété privée, le coût financier, les inconvénients d'ordre social, la mise en cause de la protection et de

la valorisation de l'environnement et les atteintes éventuelles à d'autres intérêts publics qu'elle entraîne ne sont pas excessifs eu égard à l'intérêt qu'elle présente.

Au titre des avantages, sont mis en avant l'intérêt de rénover le parc des sources incluant des avancées dans la désimperméabilisation du sol du parc et l'ajout de composantes ludiques, éducatives ou décoratives.

Cependant, **les inconvénients sont majeurs tant au niveau** environnemental : voir A) et B). La désimperméabilisation du sol, via la renaturation peut être mise en œuvre sans abattre les arbres, ces deux aspects étant distincts.

Le coût de l'opération est exorbitant : 35M€ pour la première phase.

Le bilan coûts-avantages est donc négatif.

Monsieur le Commissaire Enquêteur, nous espérons ainsi vous avoir démontré que les illégalités ci-dessus sont indéniablement avérées, tout particulièrement l'illégalité de la dérogation à l'interdiction de porter atteinte aux espèces protégées et que ce projet se trouve en décalage total avec les évolutions actuelles de la société et les lois y afférant (loi sur l'eau, loi climat, etc....)

Depuis novembre 2022, et la découverte du nombre impressionnant de 506 arbres à abattre au cœur du Parc Des Sources de Vichy, à l'occasion de l'ambitieux projet de renaissance de ce site, de nombreux citoyens se sont émus et alarmés d'un tel massacre annoncé.

Rapidement, une pétition a vu le jour sur le site mes opinions.com et a obtenu en quelques jours plus de 16 000 signatures

A ce jour les signatures tous sites et supports confondus avoisinent les 18000 .

Nombreuses sont les personnes fréquentant quotidiennement ce parc situé en plein cœur de ville ne comprenant pas ces décisions.

Certes les constructions thermales ont besoin d'être restaurées afin de retrouver leur lustre d'autrefois et l'élégance si particulière de ce lieu charmant mais rien à leurs yeux ne justifie un tel saccage d'autant que lors de la terrible tempête de grêle de début juin 2022, qui a dévasté une multitude de jardins, toitures, marquises du centre ville et des alentours, n'a cassé ni arraché aucun arbre du Parc des Sources !

Certes les revêtements de sols aussi nécessitent une totale refection dans le respect des diverses contraintes techniques tres complexes mais pourquoi sacrifier ce patrimoine arboré sain qui a été consacré et validé Patrimoine mondial dans l'état existant et qui est décrit comme élément d'un patrimoine therapeutique mondialement réputé ?

Que dit l'UNESCO de ce projet mi futuriste .. mi ...on ne sait quoi s'agissant de clairsemer et mineraliser tout l'avant du Parc cet de sa splendide allée double de marronniers qui offre aux habitants ou promeneurs touristes et curistes un havre de fraicheur inestimable ?

A cet égard pourquoi l'ambassadrice referente de l'UNESCO à Vichy est elle aux abonnés absents pour le public ? Est-ce un emploi fictif ?

En effet la question posee à M.REPELLIN architecte en chef du projet d'aménagement du Parc le 20 janvier 2023 sur la réalité de l'existence ou pas d'un document de L' UNESCO prévalant sur le droit français était restee en suspens car ayant été déliberement ignorée par l'intéressé dans son projet qui faisait fi du reglement national tres contraignant du SPR du Parc des Sources pour imposer aux services de l'Etat 'sa vision d'un parc du 21eme siecle avec ses usages ''.

Il nous importait de savoir s'il existe un '' pacte '' non écrit UNESCO entre les 11 villes de la candidature collective pour essayer de comprendre ce projet de defiguration de notre parc classé aux monuments historiques .

Pourquoi le secretariat de la candidature collective UNESCO est il situé dans la République tchèque ?

**La maladie des arbres a t'elle été évoquée comme motif pour deroger a l'interdiction legale d abattage de l'article L 350 -3 et imposer ce projet d'aménagement tres couteux , et contesté ?**

il semble impossible qu'un aussi grand nombre de ces arbres soit malade et la mairie ne prendrait pas le risque de faire courir à quiconque celui de se faire blesser par un arbre.

Cette justification surprenante a posteriori d'un début d'abattage illegal commencé des fin 2022 sans dérogation prefectorale comme l'exigent les articles de protection de ces arbres peut être prise à defaut pour les raisons suivantes /

Si ces arbres presentaient réellement un péril imminent ce danger aurait dû être prévenu et circonscrit des avant juillet 2021 ...date de l'obtention du label UNESCO par les services de l'Etat qui auraient dû être alertés ..ou a tout le moins avisés par leurs représentants siégeant au Conseil d'administration de la Compagnie fermiere precedent concessionnaire et gestionnaire de l'Etat propriétaire .

**Or cette prétendue dangerosité est excipée et invoquée seulement depuis le transfert de propriété de ce parc thermal à la ville de Vichy ???...**

**Pur hasard ou coïncidence ?? la concomitance des evenements est troublante .**

**On est plutôt amenés a penser que ce projet était mûri , préparé a l'avance et bien avant la candidature UNESCO**

Et détail troublant alors que le maire n'arrête pas de répéter à l'envi que ces arbres sont malades et dangereux tandis qu'il refuse de communiquer et de transmettre sur la réalité l'identité précise des individus concernés - oui car chaque arbre est un individu aussi ..et capable de sociabilité comme dans les sociétés humaines - et le nombre des arbres malades et de leur état phyto sanitaire , et qu'il est RESPONSABLE de la sécurité de ses concitoyens et administrés

**que n'a-t-il prévu depuis juillet 2021 ou il est EFFECTIVEMENT devenu de par son statut d'affectataire de ce domaine public de prévenir de Tout PERIL IMMINENT en anticipant une chute de branche ..sic ..sur la tête d'un ..»enfant ..ou de toute autre personne en prenant un arrêté de péril imminent aux entrées du PARC Nord Sud Est Ouest ?**

**Et pourquoi voit-on encore accroché au collier de certains arbres un panneau daté de la période d'avant 2021 de la gestion de la Compagnie Fermiere qui declare aux promeneurs ..qu'ils arpentent ce parc sous leur entière responsabilité ..sic ...alors que ce parc était encore sous statut étatique avec responsabilité de la sécurité incombant a son concessionnaire la Compagnie Fermiere de Vichy ..cf photo tes recente en PJ**

On sent l'impréparation et le côté précipité et brouillon de la communication sécuritaire avec ce genre d'incohérences

La pétition demandait au Maire Mr Aguilera de répondre à plusieurs questions dont en particulier d'expliquer si des diagnostics phytosanitaires de ces arbres avaient été effectués, leurs résultats et si, en cas de maladie des solutions de soin avaient été évoquées. c'est seulement quand ce collectif vichyssois de citoyens consternés , émus et indignés s'est rapproché du GNSA National et de son co fondateur Thomas Brail qu'il a pu obtenir les diagnostics phytosanitaires de chacun des arbres du PARC .

Le collectif local s'est rapproché du GNSA Groupe National de Surveillance des Arbres afin d'obtenir son soutien.

Ces arbres magnifiques sains procurent aux beaux jours une ombre bienfaisante et constituent un îlot de fraîcheur rare et précieux, d'autant au vu des températures caniculaires qui deviennent de plus en plus fréquentes et sont prévues à l'avenir.

Ces arbres abritent plusieurs espèces d'oiseaux protégées et amènent de la vie dans leurs ramures. Ainsi que des mammifères protégés ( noctules )

A leur ombre bienveillante, les constructions thermales élégantes de style art nouveau des kiosques, la galerie couverte ainsi que le hall des sources sont mis en valeur depuis Napoléon III dans cet écrin de verdure.



Des informations contradictoires sont données ou relayées via la presse locale sur le nombre d'arbres à abattre et accroissent l'incertitude des citoyens .

Le 20 janvier 2023 dans sa conférence de présentation du projet l'architecte en chef du projet M. Didier REPELLIN affirmait son choix assumé d'un parc du 21ème siècle et de ses usages pour promouvoir sa désastreuse et destructrice vision d'un élargissement de perspective pour faire abattre la double allée de marronniers perspective paysagère et picturale immortalisée par le peintre britannique David Hockney et auquel beaucoup de Vichyssois amoureux des arbres et du parc actuel tiennent .

Avec une minéralisation de l'avant du parc qui va le clairsemer et lui faire ressembler à la Place de la Poste de Vichy ou à la place de Jaude à Clermont Ferrand dans quelques années puisque les abattages sont prévus jusqu'en 2035 si l'on en croit certains documents de communication ..dans une communication PEU AVARE des deniers publics tellement les supports de celle-ci ont ressemblé à un matraquage publicitaire ...de type psychologie subliminale et donc de manipulation !

Tout se passe comme si nous étions dans les années 2000 et que les problématiques et du climat ne soient pas connues ni si prégnantes. Et que la connaissance scientifique et notamment botanique sur les arbres n'ait pas fait des progrès stratosphériques inouïs . Les écoles d'architecture d'aujourd'hui apprennent aux jeunes architectes à construire et bâtir des projets d'aménagement autour du Vivant existant pas en DETRUISANT ARTIFICIALISANT ET COMPENSANT . !

L'Allier est une zone sensible avec un PPRI et des risques d'inondation avérés surtout en cas de très fortes et brutales pluies et des problématiques souterraines de risques d'atteinte et pollution des nappes phréatiques .

La MRAE s'en est inquiétée dans l'avis réservé qu'elle a rendu .

La rivière Allier a depuis ces dernières années un étiage faible ainsi que la Loire et les climatologues alertent sur le stress hydrique de notre département et de la région .

Le Ministre de la Transition écologique a demandé aux Préfets d'être très vigilants quant à la rarefaction de la ressource eau et de prendre des arrêtés de restriction le cas échéant ..

L'Allier est un département agricole d'élevage et céréalier ...grand consommateur d'eau Ou va-t-on trouver l'eau pour arroser les 311 jeunes arbres proposés à remplacer leurs aînés encore pleins de vigueur et résilients ? ils seront très gourmands en eau dans les 7 premières années .

Sur quel réservoir ?

D'après les documents sources dont nous disposons nous avons de forts motifs d'inquiétudes renforcés par les questions de la MRAE auxquelles les réponses de la Ville ne nous semblent pas avoir donné de garanties satisfaisantes ..puisque le dernier avis de la MRAE reste est mesuré et réservé .

Où est l'avis de l'AGENCE REGIONALE DE SANTE OU ARS , ? Il ne figure pas dans les documents versés à l'enquête publique ?

Le fait que le permis d'aménager soit de la compétence du Maire et que le domaine public thermal dont ses parcs ait été transféré à la collectivité municipale n'exonère pas l'ARS de sa compétence d'office et de plein droit de s'assurer du non risque à la santé publique des travaux colossaux entrepris dans ce Parc où tous les équilibres sont très fragiles .

Les arbres et les animaux dépendant de ces habitats ne sont pas des objets ..et le Code civil et pénal ainsi que le Code de l'Environnement le rappellent .  
Il y a un avis négatif du CNPN et de la FNE et d'autres collectifs environnementaux .

**Ce projet actuel mal ficelé et élaboré dans les ors des cabinets d'urbanistes a la vision passeiste n'est pas digne d'un projet ECO RESPONSABLE DU VIVANT ET DE SA DIVERSITE POUR LES GENERATIONS A VENIR**

..ni de Vichy ni de son Histoire passée ni de son Histoire à venir qui doit se co réécrire avec Tous et pas seulement quelques uns ..

Que feront les élus dans quelques années quand les statistiques révéleront les corrélations déjà établies par les démographes et les revues spécialisées dans l'augmentation des décès en centre urbain minéralisé d'où les arbres ont disparu ?

**.. nous sommes responsables mais ..pas coupables ..**

Cette démarche de projet à marche forcée n'est pas la démarche souhaitable pour transmettre aux générations futures un patrimoine vivant végétal arboré et de bio diversité acceptable et supportable

Ce 'projet ne s'inscrit pas dans une démarche de démocratie participative ni ne s'inscrit dans une éducation des jeunes générations à l'eco\_-citoyenneté responsable ..

Les arbres sont nos meilleurs alliés écosystémiques et nous sommes dans l'échelle du vivant complètement interdépendants . Or nous ne pouvons plus aujourd'hui faire comme si cela n'existait pas. Protéger ces arbres et cet îlot de fraîcheur est absolument indispensable.

La Charte constitutionnelle de 2005 jointe à cet avis qui est intégrée au bloc de constitutionnalité de notre Constitution de 1958 et a donc valeur constitutionnelle exige donc que ce projet mené tambour battant selon un agenda qui est caché aux citoyens vichyssois et qui ne respecte pas le calendrier de l'urgence climatique avec la problématique majeure de l'artificialisation des sols , de la destruction de la bio diversité de la non sobriété dans l'usage de l'eau étant donné sa rarefaction sur l'ensemble du territoire et du pays et du monde soit

-revu et en concertation via une réelle information SINCERE des habitants de cette ville  
Force est de constater que très peu nombreux parmi les 21000 habitants de cette ville savent ce qu'est une enquête publique .

Très peu de personnes savent qu'il y a une Charte Constitutionnelle de l'Environnement qui est la norme juridique supérieure s'imposant à toutes les autorités administratives et juridictionnelles dans un Etat de droit .

C'est la raison pour laquelle le GNSA VICHY **demande l'annulation** de cette enquête publique car incomplète , biaisée et basée sur une communication mouvante et aléatoire en trompe l'œil qui a semé la confusion dans beaucoup d'esprits de nos concitoyens peu informés ou sur informés ou mes- informés alors que la qualité de leur environnement et partant leur santé ( air , eau ) seront impactées par ce projet à rebours du bon sens de la

transition écologique a aborder avec bon sens et discernement compte tenu de toutes alertes urbi et orbi ? .

Les diagnostics phytosanitaires des arbres nerfs de la campagne de communication tres offensive de la Mairie sont les grands absents des documents de l'Enquete publique avec l'avis de l'ARS

Pourquoi ?

Le GNSA Vichy rejoint les autres associations et collectifs environnementaux qui sont contre ce projet en l'état actuel :

- il emet un avis **DEFAVORABLE** en l'état actuel du projet

-il indique au Commissaire Enquêteur que le droit a l'information sincere et veritable des Vichyssois a été noyé ou bafoué par une AVALANCHE communicationnelle tous supports confondus qui a été marquée par la confusion entretenue aussi par le retro pedalages du nombre d'arbres a abattre et du nombre total d'arbres du parc dans la presse.

Il y a eu aussi des irregularites et ratés des le début de l'enquête publique avec des erreurs materielles sur les liens a la plateforme numerique , dans la npn publicite de l'enquête sur un second journal local .

Beaucoup de Vichyssois ne connaissent pas leurs droits et pensent que tout était acté depuis la presentation du projet par la Mairie relayée par les medias locaux depuis septembre 2022

A l'heure de l'enquete publique ni le GNSA Vichy ni la FNE Allier n'ont une vue d'ensemble de ce projet .

Pourquoi le cabinet d'architectes et le bureau d'études n'ont pas produit de maquettes en 3D, ?

Les esquisses non contractuelles disseminees en une quinzaine d'affiches rondes certainement tres coûteuses pour le budget du projet ne rendent pas compte de la vue d'ensemble une fois le projet finalisé .

Combien de temps vont durer les travaux de restauration renovation , rehabilitation , renaissance , restructuration ? Combien de phases programmees d'abattage ?

Combien d'arbres au total sont programmés d'abattage d'ici 2026 fin de la mandature du Maire ?

Ce projet est il un projet pluri annuel dépassant le cap de 2026 ?

Quel est son plan de financement ? entre les capitaux publics et les capitaux privés ?

Ce plan de financement qui fait appel non seulement au don et a la souscription publique va aussi faire appel à l'emprunt. il doit etre transparent . il ne l'est pas à ce jour .

Quelle est la procedure de passation choisie pour ce marché ? Son cahier des charges ?

S'agissant d'un projet aussi pharaonique il est legitime que les citoyens aient acces à ces informations et notamment des crieres de selection /ponderation retenus pour departager les candidats . la RSE des entreprises a-t-elle été exigée ?

Pourquoi les appels d'offres ils été lancés dès cet automne AVANT la tenue de l'enquete publique ?

Cette enquête publique est elle un LEURRE pour l'opinion ?

Il serait malvenu d'invoquer le secret des affaires pour refuser de communiquer aux Vichyssois ces informations tant l'impact de ce projet pharaonique pesera sur leurs impôts et donc leur pouvoir d'achat .

On s'y perd dans le lexique variable utilisé alors que le règlement d'urbanisme du SPR qu'est le Parc des Sources exige une restauration de tous les patrimoines dans l'état du Parc à sa conception .

Cette non visibilité du parc finalisé entretient la confusion car elle permet le libre cours à tous les 'fantasmes ' sur la Reine des villes d'Eaux qui va retrouver son lustre d'antan ..et qui occasionne déjà des excès ..dans les comportements ..de beaucoup d'habitants aisés de cette ville qui anticipent les rentrées de devises touristiques et leur retour sur investissement ou pas ..

CF citation de Francis Hallé botaniste fameux et accessoirement le Parrain du GNSA

En conclusion  
extrait de l'ouvrage " du bon usage des arbres «

La compensation voilà ce qu'un vrai Expert de vous rétorque,

Avis de FRANCIS HALLE dans son ouvrage dédié aux élus et aux énarques "Du bon usage des Arbres " Domaine du possible éditions p42

"Avec le respect dû aux représentants du peuple, mais la fermeté qui s'impose lorsque la santé publique est en jeu, je vous dis à vous, élus, que vous pratiquez une triple arnaque si vous croyez nous rassurer en annonçant que, pour un vieil arbre abattu, dix jeunes arbres seront plantés. Arnaque culturelle et sociale d'abord parce que la valeur patrimoniale disparaît avec le grand arbre ; Arnaque financière ensuite, parce que les dépenses s'accroissent alors que le grand et vieil arbre ne coûtait presque rien pour son entretien, limité à l'enlèvement du bois sec et des feuilles mortes, tandis que les 10 jeunes arbres, qui devront au préalable être achetés, nécessiteront de creuser les fosses où ils seront ensuite positionnés, puis il faudra prévoir une couverture de mulch, des structures de protection et un arrosage estival. Arnaque écologique surtout car, outre que le carbone du grand arbre retourne dans l'atmosphère, dix jeunes arbres ne remplacent pas un vieux: 1 quart de siècle au moins sera nécessaire avant que la dépollution atmosphérique ne retrouve son niveau initial ; en attendant, toute une génération de jeunes urbains va devoir vivre sous un "ciel de pétrole" dans un air poussiéreux, sec, chaud, chargé en ions positifs et en gaz polluants ; un air beaucoup plus propice à la violence qu'à la méditation "

# Charte de l'environnement

*LOI constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005 relative à la Charte de l'environnement (JORF n°0051 du 2 mars 2005 page 3697)*

Le peuple français,

Considérant :

Que les ressources et les équilibres naturels ont conditionné l'émergence de l'humanité ;

Que l'avenir et l'existence même de l'humanité sont indissociables de son milieu naturel ;

Que l'environnement est le patrimoine commun des êtres humains ;

Que l'homme exerce une influence croissante sur les conditions de la vie et sur sa propre évolution ;

Que la diversité biologique, l'épanouissement de la personne et le progrès des sociétés humaines sont affectés par certains modes de consommation ou de production et par l'exploitation excessive des ressources naturelles ;

Que la préservation de l'environnement doit être recherchée au même titre que les autres intérêts fondamentaux de la Nation ;

Qu'afin d'assurer un développement durable, les choix destinés à répondre aux besoins du présent ne doivent pas compromettre la capacité des générations futures et des autres peuples à satisfaire leurs propres besoins,

PROCLAME :

**Article 1er.** Chacun a le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé.

**Article 2.** Toute personne a le devoir de prendre part à la préservation et à l'amélioration de l'environnement.

**Article 3.** Toute personne doit, dans les conditions définies par la loi, prévenir les atteintes qu'elle est susceptible de porter à l'environnement ou, à défaut, en limiter les conséquences.

**Article 4.** Toute personne doit contribuer à la réparation des dommages qu'elle cause à l'environnement, dans les conditions définies par la loi.

**Article 5.** Lorsque la réalisation d'un dommage, bien qu'incertaine en l'état des connaissances scientifiques, pourrait affecter de manière grave et irréversible l'environnement, les autorités publiques veillent, par application du principe de précaution et dans leurs domaines d'attributions, à la mise en oeuvre de procédures d'évaluation des risques et à l'adoption de mesures provisoires et proportionnées afin de parer à la réalisation du dommage.

**Article 6.** Les politiques publiques doivent promouvoir un développement durable. A cet effet, elles concilient la protection et la mise en valeur de l'environnement, le développement économique et le progrès social.

**Article 7.** Toute personne a le droit, dans les conditions et les limites définies par la loi, d'accéder aux informations relatives à l'environnement détenues par les autorités publiques et de participer à l'élaboration des décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement.

**Article 8.** L'éducation et la formation à l'environnement doivent contribuer à l'exercice des droits et devoirs définis par la présente Charte.

**Article 9.** La recherche et l'innovation doivent apporter leur concours à la préservation et à la mise en valeur de l'environnement.

**Article 10.** La présente Charte inspire l'action européenne et internationale de la France.

[Retourner en haut de la page](#)

• [À propos de cette version](#)

• [Mentions légales](#)

## Deux potentiels conflits d'intérêt dans le projet de rénovation du parc des sources

Par Isabelle Filatov

Le dossier soumis à enquête publique concerne un projet controversé, ayant recueilli contre lui plus de 17 000 signatures, dont 300 motivées. Deux objections, en particulier, traversent ces critiques : l'abattage excessif d'arbres sains, et la dénaturation du patrimoine bâti et arboré.

Malgré les nombreuses entorses aux lois et aux règlements (SPR, PLU, article L350-3 et L-411-1 du code de l'environnement, etc) inhérentes à ce projet, ces destructions semblent avoir été consenties, du moins par le Ministère de la Culture, comme en témoigne le Permis de Travaux sur Monuments Historiques présenté dans le dossier (document 8).

Or, ces décisions controversées évoquent des soupçons de liens d'intérêt susceptibles d'altérer la confiance de la population dans le projet et dans les porteurs de projet.

### A propos de la dénaturation du patrimoine arboré

Le projet de rénovation du parc des sources comporte entre 180 et 506 abattages d'arbres.<sup>1</sup> Mais ces arbres sont-ils tous malades ?

Deux séries de diagnostics phytosanitaires ont été commanditées pour évaluer la résilience ou la fragilité de ces arbres : un diagnostic de l'Office National des Forêts (ONF) effectué en 2020, et un diagnostic d'APE-GECAO effectué en 2022.

Le diagnostic ONF présente un parc en bon état général à quelques exceptions près. Soixante pour cent du parc ne demande aucun suivi particulier. Les autres arbres présentent des défauts mineurs nécessitant une vigilance ou un entretien, mais seuls 13 doivent être abattus à court ou moyen terme.

Le diagnostic APE présente, dans sa première partie, un tableau compatible avec le diagnostic de son prédécesseur (98% des arbres dans un état correct) mais aussi, dans une deuxième partie, de nombreuses recommandations d'abattage, sans transition ni explication.

Ainsi, en page 9, le rapport recommande 8 abattages en 2023 et 2 d'ici 10 ans, soit un total de 10. Mais en page 16, les recommandations d'abattage se montent à 47 en 2023 et à 36 d'ici 2027, pour un total de 83 abattages, auxquels s'ajoutent ...

« 86 arbres nécessitant dans un premier temps des travaux d'élagage, [qui] sont préconisés à être abattus d'ici 10 ans. Ces arbres à abattre **ne sont pas recensés dans le tableau ci-dessus** mais sont précisés dans les bordereaux d'inventaire/diagnostic joints en tiré à part.»

---

<sup>1</sup> D'après le permis d'aménager (p. 120), au-delà des 180 abattages au cours des trois premières années, le projet s'étendra encore sur 15 ans et les abattages se feront au rythme de 15 arbres par an – soit 15 fois 15 = 225. On aboutirait donc à un total de 405 arbres abattus. Le chiffre de 506 est extrait de la pièce n°10 du dossier, p. 225.

Cela donne une recommandation de **169** arbres à abattre d'ici 10 ans.

On s'interroge par conséquent sur l'incohérence entre la première partie et la deuxième partie de cette étude. Les Annexes illustrent, pour certains sujets, une concurrence avec des dispositifs urbains, mais il n'est pas démontré que la solution en soit l'abattage des arbres. Si le béton vient étouffer les racines d'un arbre, on peut écarter et réaménager le béton.

On doit dès lors s'interroger : y aurait-il eu des ingérences politiques lors de la rédaction de ce rapport? Son objet était-il de cautionner des abattages déjà programmés? Et d'ailleurs, pourquoi avoir refait une nouvelle étude phytosanitaire des arbres du parc des sources, seulement deux ans après celle de l'ONF ?

L'hypothèse d'une interférence entre expertise scientifique et décision politique est renforcée par un mail de la ville de Vichy, daté du 25 janvier 2023, qui présente ainsi la démarche du rapport APE :

[ Vous trouverez ci-après ] «le diagnostic réalisé par Arbres Paysages et Environnement (APE) en fin d'été 2022 afin de préciser l'évolution du patrimoine arboré du parc et ajuster les préconisations de travaux et de gestion dans le cadre du projet. »

Il s'agissait donc bien de modifier (« ajuster ») les préconisations de travaux (en particulier les abattages) pour qu'ils se conforment au projet, qui est un projet de réaménagement et de transformation, et non un simple projet de restauration du parc.

La deuxième partie du rapport APE semble donc entachée d'ingérence, évoquée par le mail en question.

Dans ce contexte, il est intéressant de noter que le cabinet APE **avait été rémunéré deux ans avant de produire son diagnostic**, dans le cadre d'un groupement de maîtrise d'oeuvre qui avait élaboré l'avant-projet (lire le deuxième paragraphe de ce document, de la ville de Vichy, premier document du dossier d'Enquête Publique) :

« L'ensemble de l'opération a fait l'objet d'un avant-projet **initié en 2020** conçu par un groupement de maîtrise d'œuvre rassemblant RL&A Architectes, Axe Saône, Biotec, EGIS, ITC, **APE**, Cobalt, Debost, A Etc, et JML. »

APE a été engagée (et donc rémunérée) en 2020 pour travailler sur l'élaboration de l'avant-projet, AVANT d'élaborer le diagnostic phytosanitaire des arbres, puisque celui-ci a été mené du 22 au 25 août 2022 (cf page 1 du document APE).

Un lien d'intérêt avait ainsi été préalablement formé entre APE et le projet écocide, lien d'intérêt qui a pu influencer le jugement des experts.

Ceci est particulièrement important, car le statut sanitaire des arbres conditionne presque entièrement la validité légale du projet qui doit, pour être autorisé, démontrer une Raison Impérative d'Intérêt Public Majeur.

Nous élargissons maintenant la perspective en considérant le projet dans son entier, et l'architecte qui a été choisi pour en prendre la direction.



## **A propos de la dénaturation du patrimoine bâti**

Le 8 juin 2021, la population vichyssoise apprenait que le projet allait être conduit sous la houlette d'une « peinture internationale », l'architecte Didier Repellin, à l'issue d'un concours organisé par la ville de Vichy :

Le cabinet d'architecture de Didier Reppelin (Lyon) retenu pour la restauration du parc des Sources à Vichy (Allier) - Vichy (03200) ([lamontagne.fr](http://lamontagne.fr))

Didier Repellin est membre de l'ICOMOS, le Conseil International des Monuments et des Sites, un groupement d'experts en charge de recommander l'inscription de sites candidats au patrimoine mondial de l'UNESCO.

Le 24 juillet 2022, un mois après l'annonce de la décision de retenir l'influent M. Repellin comme architecte en chef de ce projet à 35 millions d'euros, l'UNESCO accordait à Vichy l'inscription au patrimoine mondial de l'humanité.

Au vu du statut de M. Repellin à ICOMOS, on est en droit de se demander si l'influence de M. Repellin sur le processus UNESCO ne s'est pas exercée en faveur de Vichy.

Parallèlement, l'attribution du marché public à M. Repellin aurait-elle pu être un « renvoi d'ascenseur » pour son aide à obtenir le précieux label ?

### **Le précédent de Lyon**

Ce ne serait pas la première fois que M. Repellin aide une collectivité locale à obtenir ce type de distinction. D'après le site web de la ville d'Evian, M. Repellin avait « été chargé du dossier UNESCO pour la Ville de Lyon, qui a abouti à son inscription au patrimoine mondial en 1998. »<sup>2</sup> Plus tard, M. Repellin devait obtenir la direction du plus prestigieux projet de rénovation lyonnais, celui du Grand Hôtel Dieu de Lyon (200 millions d'euros).

De plus, ancien Inspecteur des Monuments Historiques, M. Repellin doit bien connaître les autorités en charge de la conservation du patrimoine au Ministère de la Culture, autorités dont le feu vert est indispensable au projet. Dans une conférence donnée à Vichy le 20 janvier 2023, il évoquait le difficile travail de persuasion auprès de ces autorités sourcilleuses. Mais, a-t-il confié, « au bout d'une dizaine de réunions, nous avons fini par les rendre complices du projet ».

L'éventualité d'un échange de bons procédés entre la ville de Vichy et M. Repellin, détenteur d'un pouvoir d'influence à l'UNESCO, expliquerait notamment :

- La précipitation de la ville à mettre en branle le réaménagement du parc, si peu de temps après l'obtention du label UNESCO.<sup>3</sup>

<sup>2</sup> <https://ville-evian.fr/fr/grands-travaux/projets-en-cours/la-buvette-cachat>

<sup>3</sup> La motivation du projet n'a par ailleurs jamais été claire, si on la compare avec son alternative, un entretien régulier et une amélioration progressive du parc.

- Le choix de l'échelle du projet : projet vaste et mobilisant de fortes ressources en argent public (et certaines ressources en argent privé), plutôt qu'une simple restauration. Et partant...
- La contradiction entre l'esprit du label UNESCO, qui est un esprit de sauvegarde du patrimoine, de conservation et de réhabilitation, et l'esprit contemporain du projet, « tourné vers les usages du 21<sup>e</sup> siècle », tel qu'il apparaît dans les images et vidéos diffusées à profusion par la ville de Vichy.<sup>4</sup> L'esprit de ces images est plutôt celui d'une *tabula rasa*. Il n'y est jamais question de restaurer les délicates constructions du parc, ses coursives, ses kiosques.... Les trésors d'architectures du parc en viennent même à paraître anachroniques dans l'univers lisse, aseptisé, et urbanisé de ce No Man's Land anonyme que sera ce parc « du 21<sup>e</sup> siècle ».

Comment l'UNESCO a-t-elle pu accepter une telle dénaturation du patrimoine vichyssois ? Car « elle l'a déjà accepté », nous a confirmé le Maire de Vichy. Pire encore, le projet aurait été imposé par l'UNESCO. Il aurait été entrepris « ... pour répondre notamment aux exigences de l'inscription de Vichy au Patrimoine mondial de l'Unesco l'an dernier. »<sup>5</sup>

Dans la même veine, la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale précise, dans son avis, que :

« **Dans le cadre de son inscription** au patrimoine mondial de l'Unesco, la communauté d'agglomération Vichy communauté porte un projet de restauration du parc des Sources.. » (p. 3)

L'inscription de Vichy au Patrimoine mondial de l'humanité aurait donc pu être conditionnée à la dénaturation de son parc historique ? Quelle pathologie de la décision publique a bien pu produire à un tel paradoxe ?

### En conclusion,

La recherche de liens ou de conflits d'intérêt est un outil méthodologique pour trouver une explication à des incongruités qui ne seraient pas explicables autrement. Nous avons voulu nous prêter à cet exercice dans le cadre du projet de rénovation du parc des sources de Vichy en nous demandant :

- 1 - Comment expliquer les contradictions au sein du rapport phytosanitaire APE, et entre le rapport APE et le rapport ONF ?
- 2 - Comment expliquer que l'UNESCO et que le Ministère de la Culture aient pu cautionner un projet aussi radical et aussi destructeur pour le patrimoine vichyssois ?

Les grands projets inutiles et imposés, souvent économiquement et/ou écologiquement déficients, sont souvent révélateurs d'une désinvolture dans l'utilisation des deniers publics, ou symptomatiques d'un affaiblissement des contrôles de légalité de l'Etat, comme le note l'association Anticor dans son plaidoyer.<sup>6</sup> Pour ces raisons et pour les raisons circonstanciées exprimées plus haut, je vous transmets un avis défavorable à ce projet.

<sup>4</sup> <https://youtu.be/gUJF6xbjVdU>

<sup>5</sup> <https://www.lemoniteur.fr/article/vichy-le-parc-des-sources-se-refait-une-sante.2209102>

<sup>6</sup> <https://www.anticor.org/plaidoyerpage/>



Chauve-Souris Auvergne  
3 rue de Brenat  
Lieu dit Le Chauffour  
63 500 ORBEIL  
Tel : 04.73.89.13.46.  
contact@chauve-souris-auvergne.fr  
www.chauve-souris-auvergne.fr

Association d'étude et de conservation des chiroptères

A Orbeil, le 17 mai 2023

**Objet :** Contribution à l'Enquête Publique relative au projet d'aménager pour la restauration du parc des sources et la rénovation de ses abords à Vichy

**Référente salariée :** Anaëlle NEAU – [a.neau@chauve-souris-auvergne.fr](mailto:a.neau@chauve-souris-auvergne.fr)

Monsieur le Commissaire enquêteur,

Par la présente, l'association Chauve-Souris Auvergne (CSA), en tant que structure régionale experte sur les chauves-souris pour la région historique Auvergne, souhaite vous faire part des éléments suivants :

Nous souhaitons souligner d'importants manquements dans l'étude d'impact sur les chauves-souris.

Tout d'abord, l'analyse bibliographique des données existantes de chiroptères a été réalisée uniquement à partir d'une analyse généraliste à la commune (INPN, domaine public) et d'une étude menée en 2017 sur certains secteurs de Vichy, mais non dans le périmètre du projet. Nous regrettons l'absence de prise de contact avec la structure locale travaillant sur les chiroptères, l'association Chauve-Souris Auvergne. De fait, **cette analyse s'appuie sur des informations incomplètes** et qui ne sauraient refléter l'état des connaissances actuelles sur ce secteur.

Concernant la méthodologie d'étude, il nous apparaît regrettable que l'inventaire des cavités arboricoles a été réalisé uniquement depuis le sol. Certaines cavités appréciées des chauves-souris peuvent être très hautes sur les branches porteuses et difficilement visibles, voire indétectables depuis le sol. Ceci est particulièrement le cas sur les platanes et les marronniers matures riches en cavités hautes et qui sont ici, la majeure partie des arbres inventoriés. **Un inventaire depuis une nacelle aurait été pertinent a minima** sur les arbres présentant le plus de potentiel depuis le sol.

Deuxièmement, **seuls deux passages crépusculaires avec présence sur place** de l'opérateur ont été effectués. Au vu de la potentialité de gîtes estivaux sur le site, il aurait été judicieux de réaliser plus de passages de ce type en début de nuit. Cela aurait permis de mieux couvrir l'ensemble du parc et ainsi de mieux détecter une éventuelle sortie de gîte de chiroptères.

Troisièmement, **l'ensemble du cycle de vie des chiroptères n'a pas été pris en compte**. En effet, seules trois périodes ont été échantillonnées par acoustique : décembre, mai-juin et juillet. Or, plusieurs des espèces contactées, notamment la Noctule commune et la Noctule de Leisler utilisent les cavités arboricoles pour les parades et l'accouplement automnal. De nombreux cris sociaux sont alors émis par les mâles, rendant l'identification d'un usage d'une cavité par les chauves-souris encore plus aisée. A ce sujet, **nous regrettons l'absence de connaissances et de prise en compte de ce comportement automnal des Noctules**. Ce manque de connaissances est manifeste au sein du rapport à la fois par l'absence d'inventaire automnal et la description p144 de la période automnale comme « une période plus transitoire où les activités des chauves-souris comme de la faune aviaire en générale est moins inféodée aux gîtes et cavités arboricoles ». Il aurait ainsi été pertinent de réaliser une partie de l'inventaire acoustique en août/septembre afin de détecter un tel usage des cavités.

De plus, **un inventaire acoustique en hiver ne permet en aucun cas d'étudier l'usage des cavités** pour l'hibernation, comme d'ailleurs souligné dans le rapport p79 « difficile de conclure à 100% à l'absence de gîte d'hivernage/hibernation ». Pages 82 et 136, il est décrit que « En conclusion, concernant les deux espèces arboricoles (les

noctules), elles n'ont pas été détectées en colonies de parturition mais leur présence reste possible bien que peu probable en hibernation/hivernage ». **Or aucun des protocoles réalisés au cours de cette étude ne permet de définir la probabilité de présence en hibernation** dans les cavités arboricoles. Nous regrettons vivement l'absence de prospection par endoscope *a minima* hivernale des cavités des arbres les plus favorables. Une telle prospection aurait réellement permis d'évaluer la présence ou l'absence de chauves-souris en hibernation dans les cavités arboricoles.

Concernant les résultats, lors de l'inventaire de mai-juin, il est décrit en p78 que la Noctule commune « n'a été contactée qu'une seule fois en début de nuit ». **Ce type d'observation est couramment relevé lors d'une proximité forte avec un gîte de l'espèce**, qui est alors contactée juste en sortie de gîte puis plus du tout ensuite. Or il est ensuite conclu que « Aucun indice de présence d'une colonie de chauve-souris n'a été relevé durant ce parcours. » Cette conclusion nous apparaît grandement hâtive, si ce n'est fautive, à la lumière de l'observation citée précédemment.

Lors de la synthèse des espèces patrimoniales et des responsabilités du projet p82 puis p136, la **Barbastelle d'Europe n'est pas citée**, alors qu'elle a été observée au cours de l'étude. Or, quel que soit le niveau d'enjeux (fort, modéré ou faible), l'ensemble des autres espèces sont citées dans ces pages ... Pour rappel, **la Barbastelle d'Europe est en Annexe II de la Directive Habitats Faune-Flore et utilise des gîtes en cavités arboricoles sur l'ensemble de son cycle de vie**. Page 143, la Barbastelle d'Europe est pourtant citée comme présentant un enjeu « faible » et p148 « gîte peu probable » est notée pour l'espèce. Pourquoi ? L'espèce aurait mérité d'être citée *a minima* en enjeu local « modéré ». De plus, seules les deux Noctules sont citées p82 comme étant « arboricoles », or la Barbastelle d'Europe mais également les Oreillards utilisent régulièrement voire majoritairement les cavités arboricoles pour le gîte. Ponctuellement les espèces de Murins citées peuvent également utiliser ce type de gîte, particulièrement le Murin de Daubenton (cité p136).

Enfin, concernant les mesures ERC, nous regrettons vivement que le mois de février soit ici cité comme « période favorable » (tableau p151) pour les travaux forestiers alors même que ce mois est décrit, à juste titre, comme « phase critique pour les chiroptères » dans le texte p151 également. Le mois de septembre est également compris comme « période favorable » dans ce même tableau, alors qu'il est très favorable pour l'usage des cavités arboricoles pour les Noctules en parade et accouplement. Là encore, **l'écologie des Noctules n'est pas prise en compte**.

Au vu des faiblesses de la méthodologie utilisée et d'autre part des espèces observées au cours de l'inventaire, **un risque de destruction d'individus présents dans les cavités des arbres à abattre ne peut être écarté**. L'ensemble des espèces de chiroptères observées ont été citées p121 comme devant bénéficier d'une dérogation pour la destruction de spécimens (formulaire cité : n°13617-01). Or, dans ce formulaire, seule « la perturbation intentionnelle de spécimens d'espèces animales protégées » est cochée. Cela, d'une part, nous paraît grandement insuffisant. D'autre part, ce document n'apparaît pas lui-même en cohérence avec les écrits du rapport.

Ainsi, au vu de l'ensemble des éléments inventoriés ci-dessus, **l'évaluation environnementale sur les chiroptères ne nous paraît pas suffisamment étayée pour juger avec pertinence des impacts réels et mesures ERC associées du projet sur les chauves-souris**. Ces manquements ne permettent en aucun cas de dispenser le porteur du projet d'une demande de dérogation de destruction au titre de la loi de protection des espèces de chiroptères.

Nous vous saurons gré de bien vouloir considérer ces manquements majeurs dans l'évaluation environnementale. Vous priant de recevoir, Monsieur le commissaire enquêteur, nos respectueuses salutations.

Le Président, Thomas BERNARD

